

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 4
DIMANCHE 5 DECEMBRE
N° 320 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56942

Affaire des motards
de La Chapelle

PONIATOWSKI SUR LA DÉFENSIVE LES POSTIERS DE PARIS-NORD TÉMOIGNENT

Devant l'émotion et la colère soulevées par «l'affaire du Boulevard de La Chapelle», le pouvoir a pris peur. Il a essayé de faire passer ces actes pour quelque chose d'exceptionnel et déferé les flics responsables en conseil de discipline. Le Syndicat Autonome de la Police (qui comprend un certain nombre de révisionnistes à sa direction) concourt lui aussi à la théorie des «bavures», en dénonçant les «brebis gâleuses» et en accusant «le manque de formation des policiers» d'être à l'origine de tels actes ! Poniatowski n'a, par ailleurs, pas dit un mot sur les «compagnies spéciales de motocyclistes» auxquelles appartenaient les

motards de La Chapelle. Ces compagnies, créées par Marcellin ont pour tâche la répression des manifestations. Ils chargent la foule sur les trottoirs, pratiquent le matraquage et la poursuite. Fait révélateur, le tribunal de Saint Etienne a relaxé mardi dernier un flic qui avait abattu un cambrioleur qu'il poursuivait. Comme toujours en ce cas, la police a affirmé que la belle meurtrière avait ricoché ! L'importance des réactions politiques et de celles des syndicats de police est fonction sans nul doute de la crise qui traverse la police et des rivalités dont elle est l'enjeu entre partis bourgeois.

Suite p. 6

LES ASSISES
DU RASSEMBLEMENT POUR
LA RÉPUBLIQUE

CHIRAC:

"A DROITE, RASSEMBLEMENT!"

Que nous réserve, pour l'avenir, la grande représentation orchestrée par Chirac dimanche à Paris ? Renaissance du gaullisme ? Si l'on entend par là les thèses politiques qui ont fait la fortune de ce groupe, à l'époque où ils correspondaient aux besoins de l'impérialisme français, certainement pas. De la volonté de confrontation avec l'impérialisme américain, il ne reste plus grand chose. La réalité du rapport des forces international est telle aujourd'hui que nul, dans la bourgeoisie ne reprend plus à son compte ce vieux rêve gaulliste ; tout au plus, entre l'UDR et les autres partis de la «majorité» s'agit-il aujourd'hui à ce sujet de nuances.

Quant à la «solidité des institutions», qui devrait être assurée grâce au rôle de «clef de voûte»

du président de la République, les derniers développements au sein de la «majorité» lui ont porté un coup dur. N'y a-t-il pas quelque ironie à entendre, comme hier matin, Sanguinetti, chiraquien après avoir été gaulliste, mettre en vedette le rôle du Parlement, affirmer haut et fort que «la majorité est parlementaire» ? Le «manifeste» qui sera adopté dimanche, significativement, a perdu, entre sa première version publiée début novembre, et sa rédaction définitive, toute référence à cet aspect de la constitution. L'UDR, des années durant parti du président de la République, est en train de devenir celui du candidat à la présidence Chirac : un certain François Ferrus, «militant UDR des Hauts-de-Seine», l'affirmait ouvertement dans une tribune publiée hier par «le Monde».

Suite p. 3

Les travailleurs du Livre manifestaient hier



Ainsi, cela fait deux jours maintenant que les travailleurs du «Parisien Libéré» en lutte depuis dix-huit mois pour l'emploi, apprennent la nouvelle attaque décidée par la bourgeoisie contre eux : la première Chambre de la Cour d'Appel de Paris, leur ordonne l'évacuation des locaux, rue d'Enghien et rue des Petites Ecuries. Allant plus loin dans la remise en cause du droit de grève et des libertés syndicales, la Cour d'Appel décide d'astreindre les travailleurs en lutte à payer 500 000 AF par jour de retard dans l'exécution de cette mesure, une fois celle-ci appliquée ! Après les amendes réclamées aux travailleurs en lutte, comme à Air France, l'année dernière, la bourgeoisie franchit aujourd'hui un nouveau pas dans la répression des luttes, croyant ainsi museler les travailleurs.

Suite p. 4

LE «QUOTIDIEN DU PEUPLE» N'EST PAS PARU HIER

Le «Quotidien du Peuple» n'est pas paru hier pour s'associer à la lutte des travailleurs du Parisien Libéré et protester contre les nouvelles attaques de la bourgeoisie contre eux.

REUNION DE LA 3^e SESSION DU COMITÉ PERMANENT
DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE DE CHINE

«UNE LUTTE D'UNE IMMENSE PORTÉE HISTORIQUE»



Le 30 novembre, la troisième session du Comité Permanent de la quatrième Assemblée Populaire Nationale de la République Populaire de Chine s'est réunie, en présence du Président du Comité Central du Parti Communiste Chinois, le camarade Hua Kuo-feng. La camarade Teng Ying-tchao a été élue vice-présidente du Comité Permanent.

Cette session a mis en pleine lumière l'ampleur de la victoire remportée par le Parti Communiste Chinois et par tout le peuple chinois — dont l'Assemblée Populaire est l'émanation — dans la lutte contre la

bande des quatre. Lorsque le Président Hua Kuo-feng, accompagné des dirigeants du Parti et de l'Etat sont entrés dans la salle, tous les membres de l'Assemblée debout applaudirent longuement.

Le rapport du vice-président Wou Teh dont nous publions des extraits en page 3, a défini la portée et l'ampleur de la victoire ainsi que les objectifs de la lutte actuelle, entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la voie socialiste et la voie capitaliste, entre marxisme-léninisme et révisionnisme.

Suite p. 8

Voir p. 2
«Du gaullisme au
chiraquisme»

Au puits
Marienau
encore
un mineur
assassiné
par les HBL !
(le 26^e depuis
le début
de l'année)

Les Houillères du Bassin de Lorraine ont encore tué. M. Lavorato, âgé de vingt-cinq ans, père de deux enfants, a été tué lors d'un accident survenu à l'étage 660 du puits Marienau des HBL. Au moment de l'accident, il boisait une veine d'exploitation à côté d'une haveuse en marche.

Depuis le début de l'année, c'est le 26^e mineur qui a été assassiné par les Houillères de Lorraine après Merlebach et la mort récente d'un mineur du puits Simon.

32^e anniversaire de la République Populaire d'Albanie Hier soir, à la Mutualité, succès du meeting organisé par les Amitiés Franco- Albanaises

Hier au soir à la Mutualité, c'est devant une salle pleine et enthousiaste que s'est déroulée la soirée des AAFA. Le meeting a débuté par plusieurs témoignages sur les réalisations du socialisme albanais : Frank Nathaly, juriste, de retour d'un voyage en Albanie cet été consacré à l'étude de la justice albanaise a montré comment celle-ci était l'affaire des masses et comment le peuple exerce un contrôle permanent sur la justice par les tribunaux populaires élus siégeant dans chaque village ou quartier. Ensuite, Yves Lacoste, géographe, a dit combien il a été frappé par les transformations du pays. C'est sous de vifs applaudissements que la chorale des AAFA a interprété des chants et l'hymne albanais. La soirée devait se poursuivre par une intervention centrale et se conclure par la projection d'un film.

Voir p. 9

POLITIQUE

AVANT LES ASSISES DU «RASSEMBLEMENT»

du gaullisme au chiraquisme



Chirac-le-petit

Le gaullisme historique, correspondant à une étape donnée de la situation intérieure et internationale, a bien fait son temps. Ce qui en subsiste aujourd'hui, c'est essentiellement une tentative pour rallier tout ce que la bourgeoisie compte de plus réactionnaire, non seulement contre la classe ouvrière, mais aussi contre le projet capitaliste d'État du PCF, et même contre le timide réformisme du Parti Socialiste.

Quelques dates

1940 (18 juin)	Appel de De Gaulle à la Résistance
1946	démission de De Gaulle
1947	création du RPF
1952	fin du RPF
1952-1954	lutte contre la «communauté européenne de défense»
1958	coup d'État du 13 mai : De Gaulle au pouvoir
1962	indépendance de l'Algérie
1968 (mai-juin)	mouvement des masses
1969	Election de Pompidou
1974	Election de Giscard

DE LA RÉSISTANCE A LA «TRAVERSÉE DU DESERT»

LE RPF : DEJA UN RASSEMBLEMENT «DE CHOC»

Représentant, durant les années de l'occupation, de cette mince fraction de la bourgeoisie qui s'opposait à la domina-

tion allemande, De Gaulle se fixe d'emblée pour but la renaissance de l'impérialisme français. Ce qui suppose, notamment, quand interviendra la libération, une continuité de l'appareil d'État : «*Je me gardai, jusqu'à l'extrémité, de rien bâtir, fût-ce dans les termes, qui put gêner, le cas échéant, le regroupement de l'Etat.*» (Mémoires de guerre).

La France une fois libérée, avec le puissant facteur de la résistance intérieure, qui a vu le peuple prendre les armes par-dessus les réticences des gaullistes de Londres, une première tâche s'impose à nos exploitants : rassembler à la hâte les débris de l'état milichyste, désarmer les milices populaires. Le PCF y contribuera pour sa part, en cédant au ministérialisme. Mais De Gaulle, là encore, joue son rôle : «sauveur» qui se présente comme le porte-parole des combattants de l'ombre, il escamote la réalité de la lutte des classes dans un appel : «*La nation n'admettrait pas, dans les circonstances où elle se trouve, que son unité soit rompue.*»

La IV^e parlementaire

Cependant des choix décisifs se présentent à notre bourgeoisie : son appareil économique détruit par la guerre, il lui faut, pour prendre le temps de le reconstituer, accepter temporairement la tutelle de l'impérialisme américain. Les anciennes cou-

ches de la petite-bourgeoisie font obstacle à la modernisation économique ; mais, avant de les attaquer de front, il faut s'appuyer sur l'alliance avec elles pour briser la classe ouvrière, dressée contre des exploitants qui ont pris le visage de la collaboration : le parlementarisme de la IV^e République sera l'instrument de cette politique.

Par son moyen, les USA se payeront à bon compte, avec les chrétiens-démocrates du MRP (aujourd'hui, lecanuettiste), les «indépendants» (qui donneront naissance au parti de Giscard) et aussi le

Le projet gaulliste «d'Etat fort»

Tel n'était pas le projet gaulliste : adapter, par le moyen d'un exécutif fort et indépendant du parlement, les institutions aux besoins d'une modernisation accélérée de l'économie ; assurer ainsi rapidement la résurgence de l'impérialisme français face à la superpuissance américaine, voilà la voie qu'il incarnait pour la bourgeoisie. Faute de l'emporter, il se retire dès le début de l'année 1946. Mais, tout en poursuivant le combat pour ces positions, il va, rapidement, se révéler encore utile à la classe dominante.

En effet, l'installation de la France dans la guerre froide, l'élimination du gouvernement du PCF, connu du peuple comme le parti des fusillés, n'étaient pas une pilule facile à faire avaler quelques années après la

libération. En donnant à son RPF, une tournure violemment anti-communiste, De Gaulle vient encore fournir la caution de la Résistance qu'il est censé incarner à cette opération politique : son service d'ordre, notamment, se rendra tristement célèbre par ses multiples agressions anti-ouvrières. Le gaullisme, pour la première fois, regroupa alors les bataillons de choc de la droite pour une opération réactionnaire.

En 1951, c'en est fait : le gaullisme n'est plus utile à la bourgeoisie pour cette tâche, il ne l'est pas encore pour d'autres. La manipulation électorale des «apparetements» permet de réduire l'étendue du groupe parlementaire gaulliste, qui commencera à se liquéfier dès l'année suivante.

De nombreux «notables» de l'ancien régime se sont ralliés au parti qui apparaissait comme le parti dominant pour une longue période. Les «jeunes cadres» sortis de l'École Nationale d'Administration, une bonne part de ce qui compte d'ambitions dans le personnel dirigeant de la bourgeoisie, ont compris que faire carrière dans l'Etat revenait à faire carrière dans le parti gaulliste. Les quelques hommes porteurs du projet politique auquel, en 1958, notre impérialisme avait

DU 13 MAI A CHIRAC

LES REJETONS DU GAULLISME D'ETAT

«Le 18 juin 1959, nous avons adressé à tous les responsables une lettre-directive les informant que le Service d'Ordre du RPF, désireux de poursuivre sa mission, devenait en entier Service d'Action Civique».

«Des institutions stables et équilibrées... l'œuvre de décolonisation menée à son terme... le redressement économique et financier réalisé... une défense nationale autonome». Tel est le bilan que le «comité d'action pour la V^e République» tire, en 1966, de huit années de gouvernement gaulliste. Du point de vue de la bourgeoisie, c'est une réalité incontestable : les tâches pour lesquelles elle avait rappelé De Gaulle au pouvoir ont été remplies.

Mais à quel prix ? La «décolonisation», qui a consisté dans la mise en place in-extremis du néo-colonialisme en Afrique noire, n'a été réalisée en Algérie que

par la force des armes du Front de Libération National. Porté au pouvoir en 1958 au cri d'«Algérie française !», De Gaulle s'est obstiné, aussi longtemps que le plus mince espoir de maintenir l'empire colonialiste sur ce pays existait, à poursuivre la guerre.

Le «redressement économique», la classe ouvrière l'a payé, dès 1958, d'une chute brutale de son pouvoir d'achat, relayée en 1963 par un nouveau «plan de stabilisation» organisant l'austérité, et qui débouchera en 1967 sur une vague de chômage. Avec la mise en place du Marché Commun, les paysans pauvres ont vu s'accroître leur ruine.

Grandeur et décadence

Cependant, mettant à profit les conditions favorables ainsi rassemblées, l'impérialisme français s'est lancé dans la contestation de la domination américaine : départ de l'organisation militaire du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), inauguration de «l'ouverture à l'Est» et reconnaissance de la Chine, attaques contre la politique américaine en Indochine, rupture des fournitures d'armes à l'Etat sioniste en 1967.

1968 et 1969 mettent un terme à cette apparente réussite : la classe ouvrière se révolte contre ces conditions de vie et de travail, balayant le mythe de la «participation». Sur la scène internationale, la faiblesse économique relative de l'im-

périalisme français ne lui permet pas de tirer le bénéfice des percées diplomatiques qu'il réussit.

La place commence à redevenir libre pour les fractions bourgeoises favorables à plus d'atlantisme. Giscard, embusqué dans les allées du pouvoir, après avoir fait tomber De Gaulle en appelant à voter non au référendum de 1969, soutient l'élection de Pompidou au deuxième tour. Celui-ci, qui acceptera l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun, inaugure une politique déjà plus souple à l'égard des Etats Unis. Pour les derniers mois de sa présidence, Chirac, ministre de l'Intérieur, prépare le ralliement à Giscard pour 1974.

L'Etat UDR change l'état de l'UDR

Au fil des longues années de pouvoir, le parti gaulliste, réduit au départ dans son personnel et dans son influence électorale, s'est agrégé une très forte proportion du personnel politique. Il a conquis la domination du Parlement, tient entre ses mains de nombreux pouvoirs locaux ; il a colonisé l'appareil d'Etat avec lequel il se confond pour une large part.

De nombreux «notables» de l'ancien régime se sont ralliés au parti qui apparaissait comme le parti dominant pour une longue période. Les «jeunes cadres» sortis de l'École Nationale d'Administration, une bonne part de ce qui compte d'ambitions dans le personnel dirigeant de la bourgeoisie, ont compris que faire carrière dans l'Etat revenait à faire carrière dans le parti gaulliste. Les quelques hommes porteurs du projet politique auquel, en 1958, notre impérialisme avait

donné son aval, se trouvent isolés au sein d'une formation qui s'est longtemps confondue avec l'appareil de domination politique de la bourgeoisie lui-même.

C'est ce réseau étendu d'influences et de relations que Chirac veut aujourd'hui mettre en mouvement, pour proposer ses solutions à la crise qui secoue la bourgeoisie. Mais la situation actuelle n'est ni celle de 1940, ni celle de 1946, ni celle de 1958. Les vieux thèmes gaullistes, après une réussite temporaire, ont fait leur temps. Le rôle qu'ils jouent dans le «nouveau RPF» qui va se constituer demain se réduit pour l'essentiel au vieux appel de 1946 au regroupement d'une réaction de choc. Ce «gaullisme-là», déterminé par l'aiguillage de la lutte des classes, n'a d'offensif que l'apparence qu'il veut se donner ; il est en réalité, aux abois.

1951 : LE PROGRAMME GAULLISTE

«Nous devons mettre fin à (...) l'insuffisance de notre défense nationale, et à la dépendance qu'entraîne cette insuffisance vis-à-vis de nos alliés».

«Le péril communiste» : «la victoire des séparatistes ferait de tous les Français des serfs. Ils devraient subir la tyrannie d'une bureaucratie économique et administrative. La dictature policière règnerait de Brest à Moscou».

«Un Etat solide» : «d'une constitution remaniée devrait sortir un exécutif qui gouverne, contrôlé par un parlement qui fasse les lois. Les pouvoirs étant séparés et non point confondus comme à présent dans les partis, l'arbitrage national du chef de l'état ayant à y veiller et au besoin à consulter le pays».

«Contre le péril intérieur qui vient de la lutte des classes, en réalisant l'apaisement social qu'apportera l'association entre actionnaires, cadres et travailleurs ; tous les producteurs devant être intéressés directement au rendement de l'entreprise».

(Déclaration programme des députés du RPF, 1951)

chirac: a droite rassemblement!

Longtemps confondu avec l'Etat bourgeois lui-même, le parti gaulliste, en même temps qu'il s'enrichissait de notables soucieux de préserver leurs prébendes et de jeunes ambitieux aux dents longues, a vu les changements intervenus dans la situation politique lui ôter ses anciennes raisons d'être. Chirac se charge aujourd'hui de lui en chercher de nouvelles.

La divergence tactique immédiate qui l'a conduit, dans le courant de l'été dernier, à la rupture avec le

président de la république en titre, n'est pas seule en cause. Il ne s'agit pas seulement, entre Giscard et Chirac, de savoir si des élections législatives anticipées étaient ou non souhaitables à l'automne dernier. C'est à plus long terme, au-delà même des élections de 78, que se situent les objectifs du rassemblement chiraquien. En effet, quelque soit, à ce moment là, le vainqueur, tout le monde sait bien actuellement qu'il ne disposera que d'une courte majorité.

Prendre date aujourd'hui, c'est se préparer à toutes les éventualités : que Giscard, alors, tente de gouverner avec le PS, ou seulement avec des pans qu'il chercherait à en détacher, la constitution, par l'UDR renouvelée, d'un «grand parti» de droite lui permettrait alors de peser, soit au gouvernement, soit dans l'opposition, sur les choix qu'il faudra faire alors.

Jusqu'ici, les autres partis de la «majorité» se sont montrés incapables de réaliser de projet : fossiles de la quatrième république, comme les lecanuettistes, ou les radicaux, groupuscule attendant son heure à l'ombre du gaullisme, comme les républicains indépendants, aucun ne disposait de l'important appareil que l'UDR s'est constituée au fil des années de la cinquième république. Leur faiblesse intrinsèque, les divisions qui les oppo-

sent les ont conduit, malgré toutes leurs tentatives, à s'user encore plus rapidement que l'appareil autrefois gaulliste qu'ils prétendaient supplanter. L'occasion est trop bonne pour les chiraquiens, qui en profitent pour se lancer dans la reconversion de cet instrument.

De quel côté qu'on se tourne parmi les partis de la droite, une constatation s'impose donc : aucun, aujourd'hui, n'est porteur d'un projet bourgeois cohérent, comme a pu l'être un temps celui offert par de Gaulle. Survivre, par des combinaisons parlementaires diverses, aux difficultés nées du développement de la lutte des classes en France, et de l'affaiblissement international de notre impérialisme : telle est leur préoccupation commune. Leur capacité à mener à bien leurs projets anti-populaires s'en trouve elle-même affectée, comme on peut le voir avec le manque de confiance patronal dans la réussite du plan Barre.

Le dynamisme apparent qui se manifesterait certainement lors des «assises» de dimanche ne doit pas faire illusion : il ne recouvre que le crépuscule d'un projet bourgeois usé, fort de ce qu'il n'a pas trouvé de relais au sein de la droite, et qui va s'affronter à ceux, usés avant l'heure, de l'union de la gauche.

Jean LERMET



Chirac et Pomiatowski : les frères ennemis

les républicains indépendants se rebiffent

«L'unité de la majorité est nécessaire au fonctionnement des institutions»; «Toute action contraire à cette unité saperait les fondements du régime»; «Cette unité doit s'organiser autour du président de la République»; «Dans cette

majorité présidentielle, les républicains indépendants ont une responsabilité particulière. Ils appellent avec conviction et gravité toutes les formations de la majorité à la nécessaire cohésion autour du président et de son action».

Tels sont les principaux passages de la déclaration rendue publique jeudi par le conseil politique des républicains indépendants. Tout le monde aura facilement compris de quoi il retourne : il s'agit, à la veille de la tenue des assises chiraquiennes, de tenter de réagir, de s'appuyer sur l'étendue des pouvoirs que la constitution donne au président de la république pour relancer le développement de son parti, de faire face à la fronde de plus en plus ouverte des alliés UDR.

A l'égard de ceux-ci, les républicains indépendants entendent les placer devant un choix difficile : ou bien provoquer une crise de régime, avec toutes les incertitudes que cela entraînerait pour les uns et pour les autres, ou bien accepter, selon l'expression de Sanguinetti, de «se coucher» sur un certain nombre de questions devant le président de la République.

Patrons : encore la défiance

Une récente enquête de l'INSEE auprès du patronat révèle que sa morosité continue. Plus de deux mille chefs d'entreprise se sont ainsi plaints que la croissance s'était ralentie ces derniers mois, que les carnets de commande laissaient prévoir une baisse de la production au cours du mois à venir. Concernant la balance du commerce extérieur, le rétablissement de la situation n'est pas à l'horizon : les commandes n'augmentent pas non plus de ce côté-là.

Depuis plusieurs jours, une polémique se développe ainsi entre le patronat et le gouvernement, autour de la nécessité affirmée par le CNPF que l'Etat procède à une aide à l'investissement : celui-ci rétorquant que ce serait contraire à son plan anti-inflation. Mais la principale question qui n'est pas résolue entre Barre et les patrons reste celle de la confiance politique que ceux-ci n'accordent pas à la réussite de son plan.

problemes du marxisme-leninisme

A PROPOS DU N° 17

Nous commençons à publier ici des extraits de la lettre que nous a envoyée le camarade A. Behar, de l'OC-GOP, concernant des articles que nous avons publiés dans la rubrique «Problèmes du marxisme-léninisme». Bien que nous ayons reçu cette lettre trop tardivement pour l'intégrer au développement de cette rubrique, nous en donnons aujourd'hui les premiers extraits et nous reviendrons dans nos prochains numéros sur les thèmes évoqués ici.

D'ores et déjà, nous indiquons que nous ne faisons pas la même lecture que le camarade Behar des thèses développées par les camarades albanais à l'occasion du VII^e Congrès du PTA. Il est par ailleurs tout à fait logique que se développe entre marxistes-léninistes en France la discussion de ces thèses, ce qui fait, malgré les raccourcis propres à toute polémique, l'intérêt de la lettre du camarade Behar.

Comme tous les militants de l'OC-GOP, nous nous réjouissons de l'initiative du PCRml prise en lançant le débat public sur les problèmes théoriques et pratiques des marxistes-léninistes.

Sur ce point, le PCR fait une juste application du point de vue de notre camarade Enver Hoxha sur l'unité des marxistes-léninistes : «Ils (les partis marxistes-léninistes) luttent contre les attitudes sectaires, étroites, subjectives, et contre l'esprit libéral de l'unité pour l'unité, qui peut mettre en danger ce qui a été réalisé avec tant de difficultés et tant de peine», page 260, rapport au 7^e Congrès. Mais dans la rubrique n°17, à propos de la contradiction fondamentale dans le monde, le procédé polémique nous paraît inquiétant :

D'abord parce que ce n'est pas Révolution ! mais l'OC-GOP qui a développé le plus le point de vue dénoncé dans l'article :

«À l'époque de l'impérialisme...on peut dire cependant qu'il existe une contradiction fondamentale à l'échelle mondiale qui détermine toutes les autres, en ce sens qu'elle exprime la structure de la société mondiale conçue comme lutte des classes, c'est celle qui oppose l'impérialisme au prolétariat et aux peuples dominés du monde...» et sur les quatre grandes contradictions : «Elles ne se recourent plus de façon simple, il n'y a pas à l'heure actuelle de contradiction principale à l'échelle mondiale telle que l'on puisse ranger de part et d'autre toutes les classes de tous les pays. Naturellement il y a un rapport dialectique entre ces contradictions (fondamentales et principales)», page 9 et 10 de la brochure «La question internationale et la crise» - OC-GOP.

Bien entendu, le PCR peut parfaitement penser que la contradiction principale à un moment donné (par exemple la contradiction entre le nazisme et le reste du monde pendant la deuxième guerre mondiale), n'est pas subordonnée à ce que nous appelons la contradiction fondamentale (bourgeoisie-prolétariat). Mais est-ce juste de l'attribuer au PCC ? N'y a-t-il pas une lecture détachée du contexte par exemple du texte présenté par Teng Hsiao-ping (c'est-à-dire les rapports d'états à états dans l'ONU ?). Car il ne nous semble pas que le PCC en général, et Mao Tsé-toung en particulier ait évacué le point de vue de classe, en mettant toutes les contradictions majeures sur le même pied, au contraire le rappel constant du principe «la révolution peut conjurer la guerre» renvoie précisément à la lutte de classe.

D'ailleurs les faits confirment ce principe de base de la prédominance des critères de classe. Si la lutte de libération nationale est dirigée par le prolétariat et son Parti, même si l'étape de la lutte comprend dans le front la bourgeoisie nationale, la lutte anti-impérialisme est victorieuse, comme au Vietnam, par contre quand ces luttes sont dirigées par la bourgeoisie (même si celle-ci est anti-impérialiste), elle finissent mal...n'est-ce pas le cas du MPLA, qui a choisi contre l'impérialisme US...un protecteur social-impérialiste, par Cubain interposé, et ne peut plus s'en dégager !

- C'est enfin méconnaître le rôle déterminant de la lutte de classe à l'échelle mondiale dans l'affaiblissement des deux superpuissances, et dans l'accroissement de leurs difficultés et de leur dissensions.

Surtout l'inquiétude grandit quand on constate le caractère contradictoire des affirmations de cette rubrique avec les analyses du PTA :

1^o) sur le rôle du prolétariat face aux deux superpuissances. «C'est cette extension et cet approfondissement de la lutte révolutionnaire du prolétariat, cette grande intensification de la lutte de libération des peuples, ce sont les victoires du socialisme qui par leur action conjointe, ont affaibli encore davantage l'impérialisme et le social-impérialisme, qui ont aggravé les contradictions du système capitaliste et ont ébranlé les fondements» pages 170 et 171 du rapport au VII^e Congrès du PTA...

Abraham BEHAR

En bref...

• **Poniatowski, à nouveau dirigeant des RI, a déclaré que «Jusqu'à présent, il n'était pas souhaitable de participer à l'agitation» des différents partis de la «majorité». C'est la raison pour laquelle, désormais, il y participera pleinement. Par ailleurs, il a estimé que le PS était «un parti social-démocrate de type classique», et indiqué qu'il misait pour 1978 sur «des problèmes très graves à l'intérieur du PS, et entre le PS et le PC».**

• **Chaban Delmas ne sera pas à Paris dimanche, pour la constitution du rassemblement chiraquien. Lors de la réunion du bureau exécutif de l'UDR, il s'était prononcé pour la plateforme et contre les statuts de la nouvelle organisation. Ainsi, celui que Chirac avait empêché d'être élu contre Giscard se retrouve aux côtés de Giscard contre Chirac.**

LUTTES OUVRIÈRES

parisien libéré

Suite de la une



**MOTION ADRESSÉE
AUX TRAVAILLEURS
GRÉVISTES DU
DU PARISIEN LIBÉRÉ**

Le syndicat du commerce de Paris CFDT s'élève vigoureusement contre les atteintes au droit de grève et aux droits syndicaux dont sont victimes les travailleurs du Parisien Libéré. Le gouvernement démontre une fois de plus que la seule solution qu'il peut apporter à la crise dont sont victimes les travailleurs c'est la répression contre ces derniers. L'attaque portée contre les travailleurs du Parisien Libéré crée un grave précédent devant lequel nous ne pouvons rester inactifs et c'est dans cette optique que nous appelons l'ensemble de nos sections syndicales et les travailleurs du commerce à se mobiliser et à participer à toutes les formes d'action que vous nous proposez.

A l'heure où la bourgeoisie engage une attaque sans précédent contre la classe ouvrière par l'intermédiaire du plan Barre, elle veut empêcher toute riposte. A l'évidence, en tentant de liquider la lutte des travailleurs du «Parisien Libéré» la bourgeoisie veut faire un exemple et continuer sur cette lancée ! Le fait qu'un sous-fifre de Beullac ait reçu une délégation des travailleurs du «Parisien Libéré», l'autre jour à Lille où ceux-ci manifestaient, lors de la venue de Giscard, le fait qu'une délégation des travailleurs de l'«Aurore» et du «Parisien Libéré» aient été reçues par un sous-fifre de Giscard, ne saurait cacher que la bourgeoisie a choisi l'intransigeance. En témoigne encore le fait qu'hier à nouveau, les travailleurs du «Parisien Libéré» comparaissent devant les tribunaux parisiens.

Une seule voie en conséquence est à suivre : celle de la riposte d'ampleur que les travailleurs ont choisie : après la grève de 24 H dans

le Livre l'avant-hier, une nouvelle action a eu lieu hier matin boulevard Saint-Michel. Aux côtés des travailleurs du «Parisien Libéré», manifestaient ceux de la Presse et du Labeur. D'importantes forces de police étaient sur place n'intimidant nullement les travailleurs.

A l'approche du week-end, la vigilance doit s'exercer, dira le syndicat du Livre. Que l'astreinte soit mise en application, que la tentative d'expulsion ait lieu, une riposte d'ampleur suivra : la parution de la presse écrite sera suspendue, l'ensemble des travailleurs du Livre riposteront. L'U.R. CGT de Paris appelle d'autre part toutes les organisations parisiennes à être sur le «pied de guerre». La nécessité que l'ensemble des travailleurs de France riposte a été soulignée : déjà hier, lors de la manifestation, était présente une délégation des employés des Caisses d'Epargne en lutte depuis 58 jours, applaudis. Faisons reculer le pouvoir !

HALTE A LA REPRESSION A LA SESCOSEM

A la Sescosem semble régner le calme mais celui-ci n'est qu'apparent.

Sur les problèmes d'emploi en particulier la politique de la Direction reste toujours la même : il s'agit de réduire le nombre de travailleurs tout en augmentant, bien sûr, la productivité (quantité de pièces produite par personne) ce qui aboutit à créer plus de bénéfices pour nos patrons. Mais tout cela ne peut se faire en douceur ; la Direction pour mener à bien sa politique pratique alors la répression.

QUE VOYONS NOUS DANS NOS ATELIERS ?

- L'arrivée ces dernières semaines de nouvelles machines de soudure de fils au montage des bâtiments A, C et L. Ces machines travaillent deux fois plus vite que celles qui sont en place à ce jour. (Il y a quatre ans une ouvrière faisait avec les machines d'alors cinq fois moins de pièces).

- On demande aux OS des bâtiments B et C de

faire des heures supplémentaires les samedi ; par contre des ateliers complets se vident, les fabrications étant transférées au Maroc (et ce n'est pas l'arrivée des nouvelles machines qui arrêtera ce transfert).

- Les licenciements pour longue maladie dernièrement sont de plus en plus fréquents.

- La Direction envoie des lettres d'intimidation aux ouvrières absentes, ex : bâtiments A et L ; publie une note de service sur l'absentéisme en soulignant bien ce qui nous coûte personnellement l'absence de la copine malade.

- Dans plusieurs bâtiments les travailleurs constatent des augmentations de rendements, ex : photogravure du J et revêtement du B.

- En plus certains chefs d'équipe font du zèle et en rajoutent, tel M. Timmermans, au bâtiment C, qui a puni une ouvrière en la mettant «au piquet» dans son bureau pendant 1 h 45 (comme à la maternelle !).

Motif de la punition : «Elle riait avec d'autres copines en travaillant ; elle n'était pas, paraît-il, dans son état «normal»».

Qui après 8 heures de travail au rendement, enfermé dans un sous-sol n'a pas besoin de se défouler ne serait-ce qu'en riant ?

A une ouvrière enceinte qui demande à travailler sur un poste moins pénible, ce même chef répond : «Si vous ne voulez pas travailler vous n'avez qu'à partir, derrière vous il y en a des dizaines qui attendent leur embauche». Les certificats médicaux ne sont pas transmis au Médecin du Travail.

La CFDT condamne très fermement une telle attitude méprisante et humiliante vis-à-vis de l'ensemble des travailleurs ; ses représentants sont intervenus dans ce sens auprès de M. Subot.

- Et que dire de la situation d'exploitation dans laquelle sont maintenus les travailleurs sous contrat à durée déterminée et les intérimaires, à qui la Direction, profitant de leur situation instable, de leur désir d'être embauché définitivement, fait faire ce qu'elle veut et parfois les oppose aux travailleurs fixes ?

Tous ces exemples nous confirment que la Direction n'a qu'un but, augmenter ses bénéfices sur le dos des travailleurs :

- En réprimant travailleurs et délégués.
- En divisant (contrats à durée déterminée, intérimaires et contrats définitifs, note sur l'absentéisme).
- En licenciant.
- En augmentant le rendement.

Face à cette situation, la CFDT avec les travailleurs affirme :

- Non aux licenciements !
- Non au chômage !
- Non à la division !
- Non à la répression !
- Embauche définitive des intérimaires et des travailleurs sous contrat !

oDu travail pour tous !
Section Syndicale CFDT
Sescosem St Egrève
Le 1-12-76

S.R.

Berliet (Bourq-en-Bresse) 1 700 travailleurs en chômage partiel, fin décembre

Comme à Saviem, c'est maintenant à Berliet que sont annoncées des journées de chômage partiel imposé par la direction du groupe. Pour décembre cette fois, une semaine va sauter, avec de lourdes pertes de pouvoir d'achat à la clef ! Contrairement à ce qu'en annonce la CGT Berliet-Bourg, ce chômage partiel ne «s'ajoute» pas au plan Barre mais en est bien plutôt le prolongement et l'application concrète. La restructuration du groupe Berliet-Saviem (Cf Quotidien du Peuple de mardi) n'est pas étrangère au plan de crise du gouvernement. C'est en bonne part désarmer les travailleurs que de séparer les aspects d'une même politique et couper de la sorte les maux œuvres patronales de celles du gouvernement. Cette démarche vise en fait à mettre en selle les propositions de «nationalisation réelle» du secteur du Véhicule Industriel, qu'il faudrait (selon la CGT Berliet)

«accompagner au niveau gouvernemental d'une politique globale du transport, du matériel de travaux publics et du machinisme agricole, au service de la nation et non des grands monopoles». Et c'est là l'autre volet de la position révisionniste : l'application du Programme Commun et la Gauche au pouvoir en 78. Mais d'ici là, le chômage partiel a beau jeu ! Pour empêcher son application et les trois cents francs de moyenne de pertes sèches enregistrées, rien n'est proposé encore ; nulle mobilisation concrètement organisée !

Bien sûr, la CGT réclame le paiement à 100% des jours chômés et le retour aux quarantes heures sans perte de salaires. Mais la place de ces revendications est mince pour elle face à ses mirifiques projets d'une «politique nationale des véhicules industriels au service de l'intérêt national». C'est cela aussi «préparer 78» !

Faites connaître le Quotidien du Peuple

POLITIQUE

En bref...

● Vilain, directeur des prix, l'a confirmé : les prix industriels seront «libérés» début janvier. «Le gouvernement ne souhaite pas prolonger le gel des prix». Il se contentera, de la part des industriels, d'engagements de modération. Nous seront donc «modérément» pillés.

● Peu de monde à Saint-Denis pour les «assises de lutte» (?) du PCF. On a surtout remarqué la déclaration de Kanapa : «Ça allait quand même mieux avec Thorez et Croizat comme ministres». En somme, monsieur Kanapa s'apprête à nous appeler à retraverser les manches.

LES MUNICIPALES A GAUCHE

Le parti socialiste a fixé comme limite au PCF le 15 décembre pour la constitution des listes communes de l'union de la gauche pour les élections municipales. La direction du PS examinera les demandes de dérogation concernant quatre villes de plus de 30 000 habitants : le Canet, Grasse, Aix-en-Provence et Laval. Des difficultés subsistent à Bastia, Saint-Brieuc, Montbéliard, Châteauroux, Roanne, la Seyne, et Hyères. De son côté, Marchais a «rejeté toute idée de marchandage : nous attendons seulement les réponses de nos partenaires». On peut penser que PS et PC, condamnés à s'entendre au moins jusqu'à 78, parviendront cette fois encore à s'entendre, quitte à poursuivre en sourdine la lutte qui les oppose pour la domination à l'intérieur de l'alliance.

Tout à ces préoccupations, le «comité de liaison de la gauche» a quand même parlé du plan Barre. Une initiative fracassante en est sortie : l'organisation d'une série... de conférences de presse !

● Sanguinetti a déclaré que «c'était une erreur majeure de Pompidou d'avoir inventé la majorité présidentielle». On ne l'avait pas entendu le dire à l'époque. Mais, à l'UDR comme ailleurs, l'interprétation de la constitution varie selon les besoins du moment.

● A la «fédération mondiale de la jeunesse démocratique», le secrétaire général (français) et le président (italien) ont démissionné : encore un épisode des contradictions entre les partis révisionnistes de ces deux pays et l'URSS.

LUTTES OUVRIÈRES

1 an après l'explosion à l'usine de Rombas

hommage de lutte aux victimes du capital

Il y a un an, le 3 décembre 75, la cheminée du haut fourneau n° 5 de l'usine Rombas explosait et des tonnes de briques tombaient sur les ouvriers. 11 blessés, dont 6 grièvement atteints, 3 morts. Pour tous les travailleurs de Rombas, il ne s'agissait pas de la «fatalité» comme osait le prétendre Gandois, PDG de Sollac-Sacilor à l'époque, mais d'un véritable crime du capital.

Mercredi 4 décembre 1975, la cheminée du four explosait et onze ouvriers étaient ensevelis sous des tonnes de briques. C'est un miracle qu'il n'y est que trois morts.

Vingt minutes plus tard, c'était la distribution du casse-croûte au même endroit. Le jour de l'accident, les patrons savaient que

dans cette usine, où les patrons développent le chômage partiel, les cadences augmentent sans cesse les travailleurs sont obligés de travailler de plus en plus vite, ce qui multiplie les risques d'accidents.

Lorsqu'ils ont appris la mort de leurs trois camarades, les sidérurgistes se sont mis en mouvement :

piquets de grève. La grève sera totale. La colère des travailleurs est grande à Sacilor. Dès samedi, jour des obsèques, des débrayages ont lieu dans toutes les usines du groupe.

LES TENANTS DU PROGRAMME COMMUN TENTENT-ILS DE MASQUER LES RESPONSABILITÉS ?

Ils ont déclaré (citation de l'année dernière) le PS dans un communiqué : «La fatalité n'est pas responsable de ce drame».

Le PCF (discours de

CHÔMAGE PARTIEL, MUTATIONS, LIQUIDATIONS

L'usine de Rombas est une des plus anciennes du groupe Sacilor, elle est au cœur de la ville.

Aujourd'hui, après avoir exploité plusieurs générations de sidérurgistes, -car on travaillait souvent de pères en fils- après avoir tué et mutilé des dizaines et des dizaines d'ouvriers -35 morts en douze ans- Sacilor a décidé de liquider la plus grande partie de l'usine.

En octobre et novembre, comme l'an dernier, le chômage partiel a durement touché les travailleurs. Depuis juin, l'aciérie ne tourne plus qu'à trois équipes sur quatre, une équipe a été mutée à l'usine d'Hagondange.

Ces mutations, c'est le moyen que vont utiliser largement les maîtres de forges, non seulement pour intensifier le travail dès maintenant mais aussi pour briser les équipes et ainsi empêcher toute riposte lorsqu'ils annonceront des licenciements.

Aujourd'hui, on parle de liquidation proche de toute l'aciérie. Quelle meilleure preuve que le chômage partiel non seulement n'est pas «le moyen d'éviter les licenciements» mais au contraire qu'il les prépare !

Pertes de salaires, intensification du travail, risques accrus dans une usine sacrifiée où les investissements sont réduits au maximum, voilà ce qu'il signifie dès maintenant.

Aujourd'hui, à Rombas, dans toute la sidérurgie,

500 ouvriers des Tanneurs Français réunis ont manifesté mercredi au Puy en Velay contre les 172 licenciements. Le représentant du gouvernement s'est engagé, lors d'une entrevue de syndicalistes avec le préfet, à provoquer une table ronde au Puy. Elle pourrait avoir lieu dès le 18 décembre et elle regrouperait les représentants du groupe anglais Barrow-Hepburn, de la Fédération patronale de la Tannerie et des organisations syndicales.

Correspondant

refuser les vingt mille licenciements qui se préparent :

- C'est dès maintenant refuser toute mutation, tout déplacement, refuser tout travail dans l'insécurité.

- C'est refuser le chômage partiel

Alors que les tenants du Programme Commun diffèrent sans cesse l'action résolue, comme ils l'ont montré encore en sabotant la riposte des travailleurs à la venue de Giscard d'Estaing en Lorraine, c'est engager la lutte sans attendre 78.

Nouvelles du Valenciennois

ACIÉRIES DE BLANC-MISSERON : Un «médiateur» vient faire preuve de sa science de la restructuration. Au cours d'une réunion du CE, il a annoncé ses solutions pour que l'usine «vive» : «procéder à 150 licenciements et que les travailleurs renoncent à toute lutte revendicative !» CGT, CFDT et FO se sont déclarés contre. La CGC a approuvé. Comment accepter cela ? La restructuration de la sidérurgie c'est un déferlement de licenciements sur la région. Plus que jamais il faut défendre l'emploi et les conditions de travail. Les chômeurs de la «première tranche» sont venus soutenir leurs camarades menacés lors d'une AG lundi 9.

RIPOSTE À LA RÉPRESSION DANS LES BANQUES

La section de Valenciennes du syndicat national de la banque a participé à la journée nationale du 23 novembre contre les condamnations qui ont frappé des agents de banques ayant accompli leur travail selon les instructions de la profession. Le président du tribunal de grande instance de Valenciennes a refusé l'entrevue demandée par la section, jugeant les termes de la motion «inacceptables» et trouvant que cette motion constituait «une remise en cause de la justice». Les syndicalistes ont été reçus par les représentants des ministères de la Justice et des Finances.

CHÔMAGE CHEZ DELATTRE-LEVIVIER

Au cours du dernier C.E la direction a annoncé la fermeture de l'ensemble de l'usine du 24 décembre au 3 janvier, invoquant une baisse importante de la charge des ateliers et bureaux. Une autre semaine de chômage serait décidée dans le courant du 1^{er} semestre 77.

La CFDT condamne cette mesure aggravant la situation des travailleurs après les chômages de décembre 75 et août 76 et qui subissent par ailleurs le plan Barre. Le syndicat conclut : «Ce sont bien les travailleurs qui paient la crise».

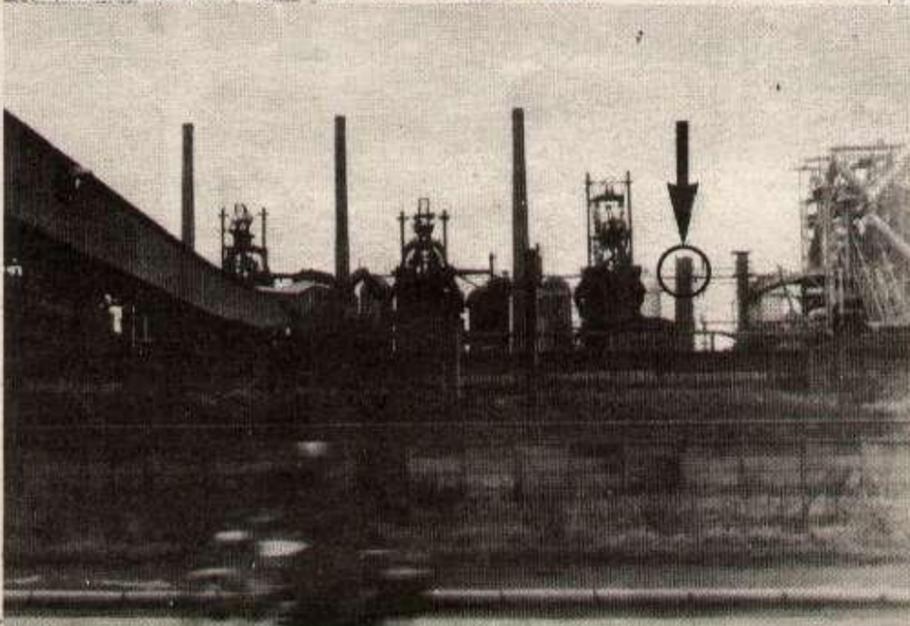
RESTRUCTURATION À LA CICC(ex Chiers) ANZIN

380 travailleurs, fabrication de fil machine et de ronds à béton. La situation se dégrade : 1 700 tonnes au carnet de commandes au lieu de 35 000 habituelles, le chômage a frappé, trente deux heures depuis un mois et maintenant trente heures. La CFDT a calculé une perte de salaire de 13 % par mois.

La Chiers vient de fusionner avec les sociétés Chatillon - Commeny - Biache et la société Neuves Maisons. Cette restructuration frappe tout le groupe : sept cents licenciements prévus à Longwy, fermeture de Vireux dans les Ardennes.

Les cents travailleurs de l'atelier USINOR Anzin lié à la production de la CICC seraient aussi menacés.

Correspondant Valenciennes



quelque chose n'allait pas. Ils n'ont pas prévenu les ouvriers qui travaillent, ni ceux qui devaient chercher un casse-croûte juste au-dessous de la cheminée. Et

dès la fin du poste, une manifestation de plus de 1000 travailleurs s'est rendue devant les bureaux de la direction se rassemblent en meeting et organisent les

Marchais à Longwy) : «Une plus grande attention doit être apportée par tous ceux qui ont la responsabilité des entreprises à la lutte contre les accidents du travail»

Les travailleurs mauriciens à Paris

ASSEZ DE LA SUREXPLOITATION !

La condamnation des dirigeants de l'entreprise de travaux publics Silverio, en mai 75, pour trafic de main-d'œuvre mauricienne par le tribunal de Troyes, montre le rôle des employeurs français qui organisent eux-mêmes l'immigration.

Depuis quelques années, la bourgeoisie française a découvert la principale richesse de l'île Maurice : les femmes employées de maison. Les «patronnes» les ont faites venir en touristes. Au bout de trois mois, elles deviennent des «sans papiers», n'osant pas se séparer de leurs patrons. Quand elles vont demander à la préfecture des papiers de séjour et de travail, on les menace d'expulsion. Dijoud ne veut pas les régulariser, mais il tolère qu'elles fassent la cuisine et le ménage au «noir». Elles veulent la carte de travail pour obliger leurs patrons à les déclarer (...)

Amenés par avions -charter en Belgique et en Italie, les Mauriciens sont vite abandonnés par ceux

qui leur font des promesses d'embauche et de papiers. «Sans papiers», ils ne peuvent pas retourner chez eux. La dette est trop lourde. Le seul travail qu'ils trouvent c'est du travail clandestin.

Sans droits, sans sécurité sociale, sans logement, entassés dans des chambres de bonnes sous les toits de Paris, sans chauffage, ou logés sous les machines, payés à la pièce, quatre

francs pour faire un jean, cinq francs de l'heure pour la plupart, les Mauriciens n'en peuvent plus !

(...) Les «sans papiers» ont besoin de votre soutien. Ils appellent les travailleurs français et immigrés à prendre contact avec eux à Ste Odile, 2 avenue Stéphane Mallarmé dans le 17^e arrondissement.

Le mouvement des travailleurs mauriciens

PLUSIEURS DIZAINES DE GRÉVISTES DE LA HAGUE SANCTIONNÉS !

Au lendemain des Assises sur le Nucléaire, la direction du CEA poursuit sa politique répressive et provocatrice. Elle vient d'envoyer une lettre à plusieurs dizaines de grévistes, les avisant qu'ils font l'objet d'un blâme.

La direction leur reproche d'avoir occupé pendant plusieurs heures les couloirs d'un bâtiment nucléaire. Cinq grévistes doivent être traduits devant un conseil de discipline. Face à ces mesures d'intimidation, l'intersyndicale de la Hague a décidé d'étendre le mouvement de grève à l'ensemble du personnel mercredi dernier. Un nouveau chantage de la direction semble se préciser. Elle menace de mettre en chômage technique tous les secteurs touchés par la grève-bouchon. Face à ces mesures, élargissons encore le soutien aux travailleurs du CEA en lutte, en faisant connaître leur lutte et en leur envoyant des messages de solidarité.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

AFFAIRE DES MOTARDS DE LA CHAPELLE

Les postiers de Paris-Nord :

« ils sont même venus nous menacer »

Au centre de tri Paris Gare du Nord, les discussions vont bon train, surtout dans la brigade qui a assisté au passage à tabac des deux jeunes, dans la nuit de dimanche à lundi, boulevard de La Chapelle. Ce sont des dizaines de postiers qui collaborent au reportage, témoignant eux-mêmes ou nous indiquant les noms des témoins directs, interpellant des camarades pour leur demander de « raconter ». « C'est vraiment écœurant ce qui s'est passé ! C'est révoltant ! Je suis l'affaire dans la presse depuis lundi ». Sur les faits eux-mêmes, les témoignages abondent : « Nous étions au travail, nous avons entendu crier et nous sommes allés voir ce qui se passait. C'était des jeunes qui roulaient à deux sur une mobylette, une toute petite infraction. Deux motards les ont rejoints et coincés, puis une Simca 1100 noire s'est ramenée et quatre autres motards. Un des deux jeunes est tombé à ce moment-là, il avait mal au genou, ce qui fait qu'il n'a pas pu s'enfuir. »

La suite est celle que l'on connaît, les jeunes attachés aux portières et traînés. « Avant, ils les avaient battus à coups de pied, violemment. Un des deux jeunes saignait du visage... »

Du centre de tri partaient : « Arrêtez, SS ! » « Trois d'entre nous se sont approchés pour protester. Deux motards les ont repoussés et sont venus nous menacer à l'entrée du centre en nous lançant : « Vous, les postiers, occupez-vous de vos affaires » et « cégétistes, syndicalistes, grévistes, la main sur l'étui de leur pistolet ». C'est cette menace qui a empêché les postiers de libérer les deux jeunes. Aujourd'hui, ils disent : « Ils n'auraient pas eu intérêt à nous toucher. S'ils n'avaient pas eu leurs feux... »

L'INSÉCURITÉ, C'EST TOUS LES JOURS !

Ces faits, particulièrement révoltants, les postiers de Paris Nord n'en font pas une exception. « Dans le quartier, les flics font régner l'insécurité en permanence. Des flics, il y en a partout par ici ! Sur les quais du métro, ils contrôlent les jeunes et les étrangers. Une brigade de motards est garée, tous les soirs, sous le métro aérien à Barbès, toujours prête à démarrer plein pot. Pour peu qu'ils aient un coup dans l'aile ou qu'ils aient envie de se défouler, les flics déboulent dans les cafés et cognent... Ils se « font la main » contre les immigrés. Une fois même, ils ont couronné un gars jusque dans le centre de tri. Ils avaient l'arme au poing. Si le gars avait été armé, ça aurait été la fusillade dans le centre de tri ! »

LES MÉTHODES DE DIVISION DE LA POLICE

« Et vous, est-ce qu'ils vous harcèlent aussi ? »
 « Non, avec nous, ils font mine d'agir autrement. Quand on leur dit qu'on est postier, ils nous laissent passer ! Ils essayent de faire valoir la solidarité de la fonction publique, quoi ! »

Un autre postier cesse de regarder la télévision (nous sommes dans le foyer du centre) et intervient : « Dès qu'on est plus loin du centre on est logé à la même enseigne. Moi j'ai été contrôlé plusieurs fois à la Gare du Nord et à la Gare de Lyon ! »

Si la police essaye de « neutraliser » les postiers, c'est aussi pour pouvoir réprimer, tranquillement dans le quartier. Pourtant ces manœuvres de division ne marchent pas toujours. Dans ce cas, postier ou pas, c'est la menace : « J'ai voulu

une fois les empêcher de maltraiter des jeunes en mobylette, cela les a mis en fureur », nous dit un postier de nuit, à la sortie de la cantine. « Ils m'ont hurlé :

« Il y en a de bons et de mauvais éléments comme partout ! », nous dit un Antillais, en ajoutant, « j'ai des cousins qui y sont, ils n'auraient pas fait cela ». Un

tout leur poids : « J'ai un parent dans la police, il s'occupe de la circulation, mais il est toujours plus ou moins obligé de réprimer. En plus, il y a l'état d'esprit

« Moi, jamais de la vie ! »
 La question des « bons et mauvais éléments » revient sur le tapis avec un autre : « C'est vrai qu'il y a des flics différents, mais de toute manière ils sont obligés d'obéir. Je me souviens des cars de CRS devant les centres pendant la grève de 74 ! »



Tire-toi de là, sinon on va s'occuper de toi aussi ! »

« POURQUOI T'AS PAS FAIT FLIC ! » — « MOI, JAMAIS ! »

Les postiers jugent la police. Pour cela, ils partent de l'expérience qu'ils en ont.

autre, influencé par les illusions que répand le P.C.F pense qu'après 78, ça pourrait s'améliorer : « Peut-être qu'en changeant de ministre, les durs ne pourront pas faire ce qu'ils veulent ». Mais contre ces illusions, un certain nombre de réalités solides pèsent de

là-dedans. Ils se saouent... » « Et puis, ce sont des privilégiés de toute façon. Ils n'ont pas plus de diplômes que nous et ils gagnent plus, alors que notre boulot est nettement plus dur », dit un jeune auxiliaire. — « Pourquoi tu n'es pas rentré dans la police ? »

LA QUESTION DE LA RIPOSTE

Dans le centre, aucun panneau syndical ne parle de riposte par rapport à ce qui s'est passé. Des généralités sur le plan Barre, même pas un tract pour les autres brigades, « Il faudrait riposter à ça comme au reste, mais à part le 7, on ne nous propose que des journées d'action totalement inefficaces. Pendant ce temps, le plan Barre et la répression, ça avance ! Ces journées d'action, c'est démoralisant », nous dit un postier, qui apprécie les propositions de lutte contenues dans le « Quotidien du Peuple ». « Se coordonner, c'est la meilleure chose à faire, oui ! Il faut lutter aujourd'hui ! C'est cela la seule « sécurité » pour les travailleurs aujourd'hui ! »

Enquête de Pierre PUJOL

Communiqué

RÉPRESSION MASSIVE EN RDA

La Sécurité Militaire célèbre à sa façon le premier anniversaire de l'opération « Cour de Sûreté de l'Etat » contre le mouvement des soldats.

Depuis plusieurs semaines, elle redouble d'activité : interrogatoires, séquestrations, mutations, emprisonnements deviennent monnaie courante en France et en RFA. C'est ainsi que la plupart des casernes de la II^e brigade (FFA) sont depuis une semaine l'objet d'une vaste offensive de répression : « invasion » par la SM de nos casernes, interrogatoires massifs, dignes des méthodes les plus barbares.

A l'heure actuelle, nous pouvons déjà signaler l'arrestation, la mise au secret, pour généralement 60 jours d'arrêt de rigueur d'au moins une dizaine de soldats :

- A LA NDAU :
2 au 2^e RA
1 au 8^e RI
2 au 41^e BCS
2 au 44^e RT
- A NEUSTADT
1 à la 61^e CI

Cette liste est très certainement incomplète, elle montre l'ampleur de la répression qui semble bien s'étendre sur l'ensemble des FFA (Karlsruhe, etc...).

Nous appelons toute la presse, l'ensemble des forces démocratiques à diffuser ces informations et à exiger que soient divulgués tous les noms des soldats « séquestrés », leur libération immédiate et la cessation des basses besognes de la SM.

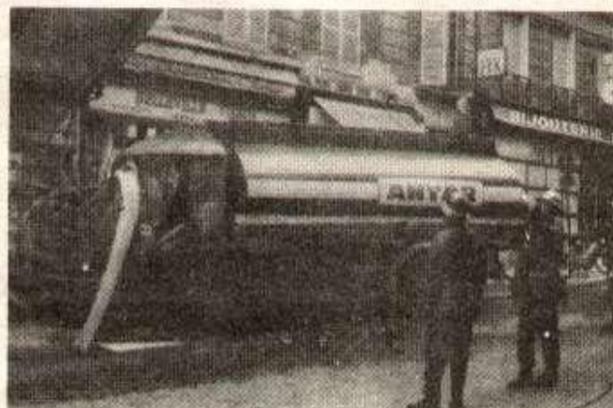
Parce que le mouvement des Comités de Soldats est plus que jamais porteur des exigences de la masse des soldats, parce qu'il se renforce et aussi se coordonne, la hiérarchie militaire prend peur.

LA RÉPRESSION N'ARRÊTERA PAS NOTRE JUSTE COMBAT !
 coordination des Comités de Soldats de la II^e Brigade des FFA.
 le 29 novembre

● Après celui de l'Isère, le Conseil Général de Savoie a adopté à l'unanimité moins cinq voix une motion réclamant la suspension de la construction du sur-régénérateur Superphœnix à Cryes Malville. Le Conseil Général exige la consultation préalable de toute la population avant toute implantation nucléaire.

Paris (20^e)

LES FREINS D'UN CAMION CITERNE LÂCHENT 1 MORT, 6 BLËSSÉS



Hier en début d'après-midi, rue de Belleville. Un camion citerne est arrêté, un peu après le carrefour avec la rue des Pyrénées. Son conducteur est allé acheter un paquet de cigarettes. Soudain, le camion démarre : les freins ont lâché. Il prend très rapidement de la vitesse avec la pente, et fauche tout sur son passage. Des mobylettes en stationnement sont broyées, plusieurs voitures projetées au milieu de la chaussée. Le camion arrache un poteau électrique, défonce l'angle d'une pharmacie. Le libraire qui affichait des journaux a été fauché. Une femme en train de faire ses

courses est tuée sur le coup, décapitée. C'est la panique, les gens courent dans tous les sens. On relèvera 6 blessés, dont beaucoup ont les jambes fracturées. Le camion sera arrêté par un autre poids lourd montant en sens inverse, et finit sa course dans une boulangerie. Pour l'instant, on ne sait pas encore pourquoi les freins ont lâché. Le camion était équipé de freins à cliquet, il est possible qu'un cliquet ait cassé. L'émotion est grande dans la rue, toutes les maisons ont tremblé sous le choc. Cet accident terrible aurait pu l'être encore plus si la citerne avait explosé.

Le SAC et ses protecteurs : « CHER JACQUES... »

Nouvelles révélations dans l'affaire René Trouvé, le journaliste fasciste assassiné à Toulouse. Deux individus proches du SAC, Gaffaglioli et Michelin, auraient parlé. Après avoir envoyé la lettre de Christian Portay (celui qui a dénoncé le D^r Birague comme responsable de l'assassinat) à Poniatowski, Michelin aurait envoyé une lettre à Chirac comportant les aveux de Portay. Dans cette même lettre, Michelin demande à Chirac de protéger sa vie, craignant les règlements de compte. La lettre en question commence ainsi : « Cher Jacques. J'ai toujours souscrit à l'action que tu as menée » et finit par : « S'il m'arrive malheur, prends soin de mes fils. Très fraternellement ». Gaffaglioli précise : « Michelin m'a confié la lettre. Il m'a dit : « S'il m'arrive malheur, tu la remettras à Chirac ».

SAC, UDR et bic. itôt RPR, une grande famille...

LA FIN DU MIRACLE JAPONAIS

Demain se déroulent les élections législatives au Japon pour le renouvellement des députés de la Diète, sorte de parlement japonais. Il y a quelques années encore le Japon c'était l'exemple à suivre, l'impérialisme français et les autres impérialismes européens révalent des taux de croissance à la japonaise : pendant dix ans ceux-ci ont été en moyenne de 10 %, jusqu'en 1974 où la production industrielle a chuté : la production industrielle de 1974 est de 10 % inférieure à celle de l'année précédente. Le modèle de la prospérité impérialiste devenait un modèle dans la crise. Le mythe du miracle japonais s'effondrait.

Ce qui se nommait le miracle japonais avait des traits particulièrement hideux : on se souvient de ces morts de Minamata. L'une des pires pollutions industrielles, celle du mercure empoisonnait les habitants de toute une région dont les

organismes étaient progressivement détruits à cause de la haute teneur en mercure de leurs aliments, notamment le poisson ; c'était le résultat des déversements d'une grosse entreprise chimique. L'autre trait hideux était le très bas niveau des

Mais, à l'abri de l'impérialisme américain s'était développé un puissant impérialisme, comment le sauvegarder, comment lui permettre de trouver de nouvelles formes de domination impérialiste, quelle nouvelle politique adopter autant de questions qui secouent la bourgeoisie japonaise, menacent même le parti au pouvoir depuis la guerre. Au sein même de celui-ci, où les factions rivales coexistent les règlements de compte ont pris un tour particulièrement aigu avec l'affaire Lockheed, le premier ministre Tanaka a été démissionné puis emmené civilement en prison, pour avoir touché des pots-de-vin.

salaires dont tous les impérialistes disaient que c'était le secret de la compétitivité des produits japonais. Pendant le miracle les travailleurs ont mis au point une forme de lutte qui les mobilise tous ensemble pour parvenir à contraindre les capitalistes japonais à leur donner des salaires moins faibles. Ce sont les « offensives de printemps » qui mobilisent tous les travailleurs en même temps.

Depuis la récession, même ces formes de lutte n'ont permis que des hausses nominales des salaires particulièrement faibles : moins de 10 %. En réalité selon les chiffres officiels, eux mêmes, le pouvoir d'achat a diminué de 5,5 %. Toute une série de mesures ont été prises par les patrons : chômage partiel, arrêt des heures supplémentaires qui amputent le salaire réel et organise le chômage. Les embauches de jeunes ont été ralenties de 15 à 20 % depuis 1974, plus de 60 % des contrats et des embauches de travailleurs intérimaires n'ont pas été renouvelés.

La récession économique qui a frappé brutalement l'impérialisme japonais a conduit à une brutale attaque contre les conditions de vie des masses.

UN IMPÉRIALISME PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLE

En apparence, l'impérialisme japonais connaît une certaine reprise sensible par l'essor des exportations. L'ultimatum lancé au Japon par la CEE, le sommant de réduire le déficit commercial entre l'Europe et le Japon en est une manifestation

récente éclatante.

En réalité rien n'est réglé : l'impérialisme japonais a construit sa puissance économique à l'ombre de l'impérialisme américain : en Thaïlande et en Indonésie le voyage de Tanaka alors premier ministre, fut l'occasion de violente manifestation contre la domination économique japonaise. Les États-Unis contrôlaient politiquement et militairement le pays tandis que les hommes d'affaires japonais multipliaient les investissements, rendant dépendant de leur économie les économies de ces pays : en 72, les trois quarts des investissements, faits en Thaïlande étaient des investissements japonais, le Japon fournissant en même temps plus de la moitié des équipements industriels. D'un autre côté, le Japon importait la totalité des minerais de bauxite et de nickel de l'Indonésie, la totalité du minerai de zinc et du minerai de plomb de Corée du Sud. Cette puissance est mise en cause par la défaite américaine en Indochine.

DÉPENDANCE ENTIÈRE À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS

Par ailleurs, la constitution du Tiers Monde en force politique, les revendications des pays du Tiers Monde pour que leurs matières premières soient payées à un juste prix frappent particulièrement durement l'impérialisme japonais : celui-ci est tributaire des importations dans tous les domaines y compris de l'alimentation mais là, il dépend surtout des États-Unis. La quasi totalité du pétrole, la quasi totalité du minerai de

fer, la totalité du nickel, de la bauxite, et des phosphates, transformés au Japon sont importés !

Ainsi, la sidérurgie sur laquelle se fonde la puissance économique japonaise dépend essentiellement de ses importations en minerai de fer. C'est un « paradoxe », mais en réalité un choix politique et économique de créer une économie complète sur le pillage et la transformation des matières premières. Pour faire face à ces difficultés, le Japon multiplie les exportations.

Après la hausse des prix du pétrole, le Japon a augmenté de 107 % ses exportations vers le Moyen Orient, venant ainsi immédiatement après les États-Unis, prenant même la tête pour l'ensemble des produits industriels.

Ainsi, malgré sa puissance économique constituée sous la protection des USA, l'impérialisme japonais est en difficultés profondes, qui constituent la toile de fond des élections de demain.

G.CARRAT

PALESTINE :

L'ÉGYPTE DEMANDE LA TENUE DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

Le représentant de l'Égypte a demandé hier à la tribune de l'ONU que la conférence de Genève s'ouvre au début de 1977. La veille, Fahmi, le ministre des affaires étrangères s'adressait à l'URSS et aux USA dans le même sens affirmant : « Laisser passer le temps ne servira pas le paix. Au contraire cela aggravera la situation qui pourrait aboutir à une explosion générale » autrement dit à une nouvelle guerre israélo-arabe. Les pays du champ de bataille semblent vouloir l'éviter même si cela les conduit à envisager la liquidation de la cause palestinienne. Ces prises de position égyptiennes font suite à des rencontres avec les représentants soviétiques qui avaient prôné la même politique. D'autre part, pour la première fois, Khadafi doit se rendre dans les prochains jours à Moscou, sur invitation soviétique.

AFRIQUE :

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU SOUTIENT LE PEUPLE D'AFRIQUE DU SUD ET CONDAMNE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

L'Assemblée Générale de l'ONU a condamné nommément l'impérialisme français, ainsi que la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, le Japon, Israël et les États-Unis pour leurs « relations politiques, économiques militaires et sport » avec les régimes racistes d'Afrique. Au lieu d'écouter ces fermiers à briser les aspirations des populations à l'autodétermination et à l'indépendance. Cette nouvelle condamnation de l'impérialisme français s'ajoute à l'exigence formulée précédemment que celui-ci quitte Mayotte, territoire comorien et abandonne sa base militaire à Djibouti. Au cours de cette session, Giscard est apparu comme un ennemi de l'Afrique.

AFRIQUE LES DETTES DU ZAIRE ONT DOUBLE

Pour obtenir un report de sa dette qui s'élève à environ 44 millions de dollars, le Zaïre a été obligé de payer dans un délai de quinze jours la totalité de ses arriérés d'intérêts soit entre 36 et 40 millions de dollars. Les pays impérialistes ont d'un côté récupéré et au-delà leurs investissements et ont en plus complètement ruiné financièrement le Zaïre, pour le tenir à leur merci.

LA LYBIE ACQUIERT 9% DE FIAT

La Libye a participé à une augmentation de capital de la FIAT, l'usine automobile italienne. Elle contrôle, après cette opération, 9,1 % du capital de l'entreprise. C'est le troisième pays de l'OPEP à prendre des participations dans de grands trusts : l'Iran

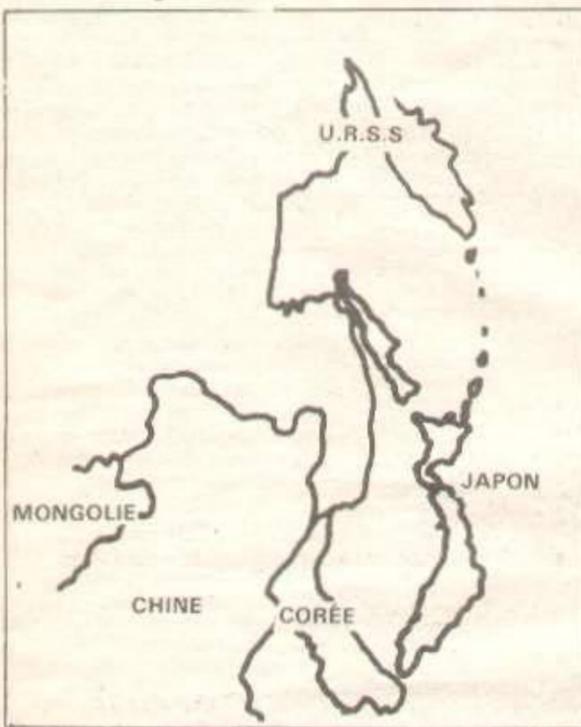
contrôle 25% de Krupp, le Koweït contrôle 14,6% du capital de Daimler Benz.

DES PATRONS « LIBÉRAUX » ?

Cent-vingt patrons ont affirmé leur opposition à la loi qui institue la discrimination dans les salaires et interdit aux Africains les hauts postes de responsabilité. Le magnat de l'or et du diamant, Oppenheimer, préside la fondation créée par ces patrons, destinée à aider les noirs à améliorer leurs maisons. Les patrons sud-africains organisent ainsi une alternative à l'apartheid : Vorster est condamné, les colons racistes préparent une solution de rechange.

OPÉRATIONS ARMÉES

Dans l'Est de l'Afrique du Sud, une grenade a été jetée contre une voiture de police, a reconnu le gouvernement sud-africain.



GISCARD EN ITALIE PROPOSE UN SOMMET IMPÉRIALISTE CONTRE LE TIERS-MONDE

« Il est important que les déséquilibres ne s'accroissent pas au-delà du tolérable » a déclaré le premier ministre italien à la veille de la visite de Giscard avant-hier, évoquant le poids de l'Allemagne dans la Communauté Européenne. Ces propos rejoignent tout-à-fait les préoccupations de Giscard qui a tout fait pour institutionnaliser les relations au sommet avec la Grande-Bretagne, pour contrebalancer le poids de l'Allemagne.

L'été dernier, Schmidt avait affirmé que les pays occidentaux cesseraient toute aide à l'Italie si les révisionnistes venaient au gouvernement, rendant ainsi publique une décision secrète, suggérée par les USA et que Giscard lui-même avait approuvée à Porto-Rico. Or peu après la déclaration de Schmidt, Giscard avait pris ses distances : il affirmait qu'aucune agression ne devait être faite dans les affaires intérieures et que le seul critère des aides financières était leur efficacité. Giscard

cherche ainsi à s'opposer à la puissance allemande en multipliant les rapports bilatéraux à l'égard des autres pays européens. Il a tacitement approuvé la collaboration d'Andréotti avec le PCI en affirmant que contrairement au PCF, celui-ci n'avait pas repoussé le principe de l'élection du parlement européen au suffrage universel.

Giscard a profité de ce voyage pour accentuer son attaque contre le Tiers-Monde : il a demandé, au cours de sa conférence de presse que la CEE se réunisse en vue d'un sommet de tous les pays industrialisés pour « faire face en commun aux difficultés économiques ». Il justifie cette initiative en affirmant que toute hausse des prix du pétrole frapperait durement le marché commun. Alors qu'il proposait le « dialogue Nord-Sud » en 1974 il relaie aujourd'hui Kissinger qui veut rassembler les pays impérialistes contre le Tiers-Monde.

LAOS : Grande fête pour le 1^{er} anniversaire de la proclamation de la République Populaire du Laos

Le premier décembre des manifestations ont été organisées au Laos à l'occasion du premier anniversaire de la proclamation de la République Populaire du Laos. C'était l'aboutissement de 20 années de lutte pour la libération du pays, la défaite complète de l'impérialisme américain en Indochine après les formidables victoires de Saïgon et de Phnom Penh.

A cette occasion le président de la République Souvanouvong a déclaré : « De-

puis la fondation, depuis un an de la république démocratique populaire du Laos, l'armée et le peuple du Laos, sous la direction du parti populaire révolutionnaire lao et du gouvernement de la république, se sont unis comme un seul homme dans leur lutte héroïque et ont remporté de grands succès en brisant les complots de sabotage des ennemis intérieurs et extérieurs en pansant les blessures de guerre et en élevant le niveau de vie du peuple ».

INTERNATIONAL

les peuples des colonies
contre l'imperialisme français

GUADELOUPE

LUTTE POUR LA TERRE

Depuis plus de deux mois, les paysans de deux communes du Nord de la Guadeloupe luttent victorieusement contre la tentative du capitaliste usinier Simonet, soutenu activement par l'administration coloniale, d'acquiescer leurs terres.

En septembre, Simonet a offert deux cents hectares aux maraîchers de Matouba et de St-Claude serviteurs zélés de l'UDR, chassés de chez eux par l'éruption de la Soufrière. Or, ces terres n'ont jamais appartenu à Simonet !

Depuis deux ans, celui-ci essaie de faire main-basse sur ces terres dont certaines, en friche, sont propriétés municipales, et d'autres appartiennent à des petits paysans qui y vivent péniblement du fait de la sécheresse et de la nature du terrain, accidenté et caillouteux. Pour Simonet, ce n'est qu'un placement. En 74, il fait poser des bornes et envoie des géomètres. La riposte est immédiate ; organisés par l'UPG (Union des Paysans pauvres de Guadeloupe) les paysans chassent les intrus. Simonet alors envoie des bulldozers ; ils sont arrêtés.

Devant l'échec de la manière forte, Simonet lance un syndicat bidon, l'USPC (Union Syndicale des Producteurs de Cannel) qui, pour briser l'unité des paysans, reprend à son compte des revendications de l'UPG (nouveau contrat de colonat, désignation d'une parcelle pour l'élevage...) et reçoit immédiatement les fonds nécessaires à l'organisation de cette nouvelle structure foncière !

Mais là encore, échec pour Simonet : dans leur immense majorité, les paysans de l'UPG dénoncent la manœuvre et continuent la lutte ; en particulier, ils refusent l'obligation de livrer leur canne toujours à la même usine, ils préfèrent prendre à leur charge le transport, même à rétribution égale de la tonne de canne ; ils occupent la terre et ont fait reculer Simonet : en effet, depuis septembre, moment où il a lancé son annonce, celui-ci n'a pu encore installer aucun nouveau colon.

LUTTES POUR
LE DÉSENCLAVEMENT

En renvoyant les travailleurs guadeloupéens en Basse-Terre, l'administration avait promis de construire des routes permettant d'évacuer rapidement la région en cas de besoin. Or, la population était rentrée à Capesterre, et rien n'était fait.

Dans ces conditions, parents d'élèves et professeurs ont d'un commun accord refusé la reprise des cours au C.E.T et au C.E.S de Capesterre : ils exigeaient la construction de ponts et de passages, permettant l'évacuation en cas d'alerte volcanique. Ils ont gagné, et l'administration coloniale a été obligée de construire une piste et d'aménager des gués.

RÉPRESSION EN
NOUVELLE-CALÉDONIE

Le parquet du Tribunal de Nouméa vient de condamner à des peines de deux mois avec sursis et quinze jours de prison ferme, Nidoish Naisseline et Dewe Gorode, respectivement responsables des commissions «politique» et «relations internationales» du PALIKA. Sous l'accusation d'«appel au meurtre, au pillage et à la violence», ce à quoi vise le colonialisme, c'est à neutraliser ces deux militants, à porter un coup d'arrêt à l'essor des luttes canaques.

Le seul crime de Naisseline et Gorode, c'est en effet, de s'opposer au régime colonialiste : le PALIKA (Parti pour l'Indépendance Canaque) lutte pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Depuis sa création en janvier 76, il a mené plusieurs luttes contre la répression.

En décembre 75, en plein centre de Nouméa, sans sommation, un policier tire sur un jeune canaque et le tue. Dès le lendemain, de puissantes manifestations ont lieu, en manière de riposte.

10 janvier 76 : à l'appel du PALIKA, 5 000 personnes manifestent à Nouméa, pour réclamer justice contre l'assassin, qui court toujours.

C'est au cours de cette manifestation que Naisseline et Gorode diffusent un tract qui servira à l'administration coloniale à les incriminer, trois mois plus tard, en avril, et à les condamner en novembre. Or cette condamnation n'est pas la première de son espèce : en septembre 69, Naisseline était condamné avec trente autres militants à des lourdes peines de prison pour diffusion d'un tract : en mars 72, il est arrêté pour «insulte à magistrat», en septembre 74, Gorode, Poagoune, et quatorze de leurs camarades sont condamnés à des peines allant jusqu'à six mois de prison ferme pour avoir manifesté contre le défilé militaire du 24 septembre par lequel le régime colonial commémore la prise de l'île par Napoléon III !

Alors que le colonialisme français assassine en plein jour, en pleine rue, il ne peut répondre que par la violence et la répression aux justes revendications du peuple canaque et des travailleurs calédoniens.

Suzanne Vallée

CHINE

RÉUNION DE LA 3^e SESSION
DU COMITÉ PERMANENT
DE L'ASSEMBLÉE
POPULAIRE NATIONALE«UNE LUTTE D'UNE IMMENSE
PORTÉE HISTORIQUE»

En évoquant la situation en Chine, Wou Teh a particulièrement souligné :

Partout la situation est excellente. Sous la direction du Parti, un mouvement de masse pour la dénonciation et la critique des crimes contre-révolutionnaires de la «bande des quatre» se déchaîne vigoureusement. Tout le Parti, toute l'armée et tout notre peuple multinational restent plus unis que jamais, la dictature du prolétariat plus solide. L'enthousiasme et l'esprit créateur des masses populaires pour le socialisme sont pleinement mis en valeur, et un nouvel essor se confirme dans l'étude des œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et du président Mao, dans la révolution et la production, dans l'amélioration de notre travail et la préparation active en prévision d'une guerre ; des nouvelles encourageantes de la victoire nous parviennent de tous côtés du pays. (...)

Le camarade Wou Teh a dit : «La lutte que nous menons contre la clique anti-parti des quatre est une lutte à mort entre le prolétariat et la bourgeoisie, le socialisme et le capitalisme, le marxisme-léninisme et le révisionnisme. Elle est en réalité la continuation de la longue lutte menée par le Parti Communiste Chinois et les larges masses populaires sous sa direction contre les réactionnaires kuomintangiens et la continuation de la lutte qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie. Cette grande révolution politique pour dénoncer et critiquer la «bande des quatre» revêt une actualité brûlante et une immense portée historique tant pour la Chine que pour le reste du monde.» (...)

MOBILISER
SANS RÉSERVE
LES MASSES

L'écrasement de la «bande des quatre» dans ses complots d'usurpation du pouvoir du Parti et de l'État constitue une grande victoire. A l'heure actuelle, a souligné Wou Teh, notre tâche est de mobiliser sans réserve les masses et à concentrer nos forces dans la dénonciation et la stigmatisation en profondeur des crimes monstrueux de cette bande sur les plans politique, idéologique et organisationnel. Ceci afin d'éliminer son influence pernicieuse, d'aiguiser au cours de cette lutte la prise de conscience quant à la lutte de classes et à la lutte entre les deux lignes, de relever notre aptitude à distinguer le vrai marxisme du faux, de persévérer dans la continua-

tion de la révolution sous la dictature du prolétariat et de mener jusqu'au bout la cause révolutionnaire prolétarienne dont le président Mao fut chez nous le pionnier.

Dans ses fébriles activités conspiratrices contre le Parti, a indiqué Wou Teh, la clique anti-parti Wang-Tchang-Kiang-Yao a trahi totalement, ce qui est essentiel, ces trois principes fondamentaux définis par le président Mao : «pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues» ; elle



s'évertuait à s'emparer du pouvoir suprême au sein du Parti et de l'État. Les «quatre», dans le dessein de réaliser leurs ambitions insensées, ont intensifié de plus belle leurs menées conspiratrices après le X^e Congrès du Parti.

ORGANISER L'ÉTUDE DE
LA THÉORIE DE
LA DICTATURE DU
PROLÉTARIAT

Le vice-président Wou Teh a dit : dénoncer et critiquer résolument et à fond les crimes monstrueux de la clique anti-parti de Wang-Tchang-Kiang-Yao et sa ligne révisionniste et contre-révolutionnaire sont d'une importance capitale pour que tout le Parti, toute l'armée et tout le peuple de nos diverses nationalités restent fidèles à la volonté du président Mao, persévèrent dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, combattent et préviennent le révisionnisme et fassent progresser la révolution et la production socialistes. Dans la lutte, nous devons étudier avec application les œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline et celles du président Mao, en particulier la théorie sur la dictature du prolétariat et la série d'importantes directives du président Mao sur la critique de

la «bande des quatre» ; ce n'est qu'en maîtrisant l'arme et en élevant le niveau de conscience que nous sommes à même d'approfondir la critique et d'avancer en toute conscience dans la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao. Dans la lutte, il faut consolider et développer davantage les conquêtes de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, soutenir avec enthousiasme les nouvelles réalités socialistes et imiter consciemment le droit bourgeois. Il faut maintenir fermement le principe de la triple union des cadres âgés, d'âge moyen, et jeunes, développer et renforcer les nouvelles for-

politiques du Parti. Nous devons faire une stricte distinction entre les deux types de contradictions de nature différente et leur apporter une juste solution. Envers les camarades qui ont commis des erreurs, y compris ceux qui ont commis de graves erreurs, nous devons appliquer rigoureusement le principe que le président Mao nous a toujours enseigné : «Tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme» et «éduquer le plus grand nombre et réduire ainsi la cible de l'attaque». Il faut mobiliser tous les facteurs positifs et unir tous ceux qui peuvent être unis, a souligné le vice-président Wou Teh»

S'UNIR PLUS
ÉTROITEMENT
AUTOUR DU PARTI

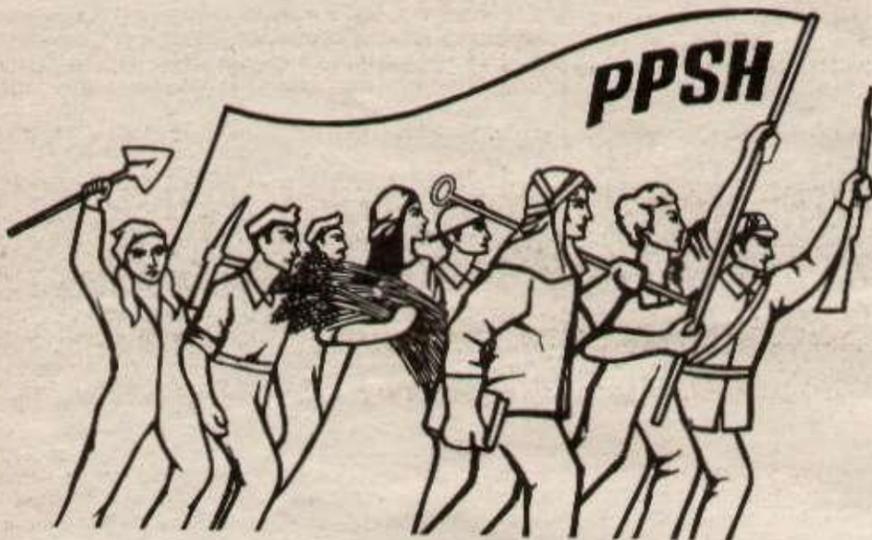
Le vice-président Wou Teh a dit : Nous devons continuer d'axer tout notre travail sur la lutte de classe, faire la révolution et promouvoir la production, améliorer notre travail et nous préparer en prévision d'une guerre. Nous devons maintenir sans défaillance ce principe : édifier le pays dans l'indépendance, en comptant sur nos propres forces, en travaillant avec acharnement, économie et diligence, édifier le socialisme selon les principes : déployer tous nos efforts, aller toujours de l'avant, quantité, rapidité, qualité et économie. Nous devons approfondir le mouvement pour prendre exemple sur Tatchai dans l'industrie et sur Tatchai dans l'agriculture et pour généraliser les districts de type Tatchai, nous devons redoubler d'efforts pour récupérer les pertes provoquées par l'influence et le sabotage de la «bande des quatre». Nous devons, conformément à l'enseignement constant du président Mao, mener à bien nos propres affaires en premier lieu, afin d'apporter une contribution relativement grande à l'humanité.

Il a dit : Le peuple de nos diverses nationalités doit s'unir toujours plus étroitement autour du Comité Central du Parti ayant à sa tête le président Hua Kuo-feng, maintenir consciemment l'unité et la cohésion du Parti, défendre le centralisme démocratique du Parti, développer les trois grands styles de travail du Parti et ses bonnes traditions, renforcer le sens de l'organisation et de la discipline et obéir en tout aux ordres du Comité Central du Parti. Unissons-nous pour remporter des victoires encore plus grandes !

ÉDUCER LE PLUS
GRAND NOMBRE

Dans la dénonciation et la critique des «quatre», il faut adopter une position ferme et nette et mobiliser pleinement les masses. En même temps, il faut veiller à l'application des mesures

32^e Anniversaire de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE d'ALBANIE



LA PLACE DE L'ALBANIE DANS LE MONDE COLLOQUE DES AFA LES 4 ET 5 NOVEMBRE

Les AFA organisent les 4 et 5 novembre prochains un colloque public sur «La place de l'Albanie dans le monde». Celui-ci commencera le samedi à 14 h, à l'Université Paris-Sorbonne (17 rue de la Sorbonne ; entrée pour les deux jours : 15 F — en vente aux AFA, 42 rue de la Bruyère, 75 009 Paris, ou le 3 au soir, à la Mutualité).

Ce colloque sera animé par différentes interventions retraçant l'histoire de l'Albanie d'aujourd'hui, en partant de l'unité du peuple albanais autour de son Parti, le PCA, dans le feu de la lutte de libération nationale.

La place de l'Albanie dans le monde fera l'objet d'une large fresque, culturelle, politique, idéologique, économique. Chacun de ces points étant étudié dans sa spécificité, mais aussi dans ses relations indissolubles avec l'ensemble de la politique intérieure et extérieure de l'Albanie socialiste. On notera, particulièrement,

l'intervention de clôture prévue pour le dimanche 5 décembre au soir, qui sera prononcée par des représentants albanais du Ministère des Affaires Étrangères, et dont le thème sera «les principes de la politique internationale de l'Albanie». Ils ne manqueront pas d'axer leur intervention sur la dimension internationaliste de cette politique extérieure et de rappeler notamment ce que déclarait Enver Hoxha lors du VII^e Congrès : «Le prolétariat et tous ceux qui sont pour la révolution et le socialisme, doivent rattacher étroitement leur lutte à la lutte des peuples pour la liberté et l'indépendance. Et l'on ne peut le faire qu'en combattant résolument la bourgeoisie de son pays, en luttant contre l'impérialisme et ses guerres de rapine. C'est là l'aide la plus efficace et la plus directe que le prolétariat prête au mouvement de libération des peuples». On comprend mieux, dès lors, l'intérêt de ce colloque.

Du fait de la non parution du «Quotidien du Peuple» suite à la grève des ouvriers du Livre solidaires des travailleurs du Parisien Libéré, nous reportons ici plusieurs des articles prévus dans le journal d'hier et destinés à appeler au meeting des AFA de vendredi soir (dont nous rendrons compte dans notre prochaine édition), et au colloque organisé par les AFA samedi et dimanche sur «la place de l'Albanie dans le monde».

A PROPOS DU LIVRE :

«ALBANIE, SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE PRÉVENTIVE»

D'Abraham et de Madeleine Behar

«Il est plus aisé de prévenir que de guérir. Aussi la prophylaxie, la protection des personnes saines contre les maladies a-t-elle été le souci dominant des services de la santé albanaise depuis la création de l'État nouveau, socialiste. C'est en cela que consiste la différence essentielle entre la source telle qu'elle est conçue en République Populaire d'Albanie et celle d'avant la libération, ou des pays capitalistes, où les médecins entraînés par la course au profit n'ont aucun intérêt à voir ces mesures se développer autant qu'elles le pourraient.»

Le livre d'A. et M. Behar, «Albanie santé publique et médecine préventive» aux éditions NBE reprend les diverses étapes de cette lutte pour la prise en charge par tous les travailleurs de leur santé.

DU MÉDECIN «SORCIER»
QUI PRESCRIT SANS
EXPLICATIONS AU
CAMARADE QUI VA AVEC
LES TRAVAILLEURS AUX
RACINES DE LA MALADIE

vitamines, il vaut mieux expliquer l'équilibre des apports alimentaires, car cette éducation rend chaque Albanais responsable.

Au lieu de soigner les lombago, expliquer comment soulever les charges et limiter leur poids, n'est-ce pas cela respecter l'homme.

Les travailleurs de la santé sont en première ligne dans cette bataille : chacun doit faire un minimum de 6 H par mois d'éducation sanitaire.

Le système sanitaire ne repose pas que sur des hôpitaux mystérieux et éloignés, mais au contraire dans chaque village même le plus reculé, il y a un dispensaire avec une infirmière sage femme.

Les organisations de masse sont de plus un levier puissant pour cette information ; on voit dans ce livre le rôle de l'Union des Femmes Albanaises, de l'Union de la Jeunesse, ou du Front Démocratique dans les quartiers.

LE CONTRÔLE PAR LES
TRAVAILLEURS DES
ÉTUDES SUR LES
CONDITIONS DE TRAVAIL

En Albanie, ce n'est pas en laboratoire que l'on émet en petit cercle des oppositions très doctes sur les conditions de travail que l'on n'a jamais approchées. Les ergonomes font leur mois annuel à la production en travaillant sur le poste que les ouvriers ont demandé d'étudier. C'est en discutant avec eux que les points à approfondir sont déterminés, et c'est en assemblée générale que les conclusions sont données.

UNE RECHERCHE
ORIENTÉE VERS LA
PRÉVENTION ET LA
PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT

Cette orientation de la recherche, ne veut pas du tout dire que c'est une recherche au rabais ou qu'elle tend à faire revenir à l'agriculture vivrière, et au seul artisanat. Bien au

contraire, des moyens très importants sont mis en œuvre pour étudier les effets toxiques des engrais et des insecticides et les choisir à bon escient.

Des études de physiologie sont entreprises pour éviter les méfaits du travail à la chaleur dans la sidérurgie ou l'industrie du verre.

Un institut est spécialisé dans ce domaine, c'est l'institut d'hygiène et d'épidémiologie.

Bien entendu, les acquis du passé ne sont pas méprisés, la médecine populaire est étudiée pour confronter ses méthodes avec les acquis scientifiques modernes et diffuser le meilleur de cette médecine issue de l'expérience séculaire du peuple albanais face à tous ses envahisseurs.

Aujourd'hui même la bourgeoisie de notre pays parle de médecine préventive. Elle n'en propose qu'une caricature, ces «check-up», qui ne prouvent rien et n'empêchent rien.

Face au déchaînement de la médecine technicienne qui marche au profit comme un cheval au fouet, certains beaux esprits proposent de tout effacer, la science, le progrès, la connaissance et de retrouver les joies de la carotte biologique, de la superstition et de la survie dans les cavernes.

Le peuple albanais sous la direction du PTA montre la seule voie possible : supprimer le profit, l'exploitation de l'homme par l'homme, faire confiance aux masses, mettre la science, la technique, la médecine au service des hommes, régler politiquement et sur une base de masse les causes des maladies, livrer bataille sur bataille contre les fléaux pathogènes, les communistes en tête et la classe ouvrière en avant garde. Et on peut en 35 ans, à partir de rien, en comptant sur ses propres forces, bâtir le plus extraordinaire service de santé et les plus fortes avancées dans le domaine de la prophylaxie.

EUROPE

**Berlin :
15 000
manifestants
contre
le modèle
allemand**

Une manifestation de 15 000 personnes a été organisée à Berlin Ouest protestant notamment contre le «berufverbot», l'interdit professionnel qui frappe tous «les ennemis de la constitution» - en pratique les progressistes et les révolutionnaires - qui souhaitent entrer dans la fonction publique. Ils ont exigé que cessent les enquêtes sur le passé politique des étudiants et des candidats fonctionnaires.

**RFA : VERS
UN PARTI DE
STRAUSS A
L'ECHELLE
NATIONALE**

Après avoir annoncé que son parti bavarois, l'union chrétienne démocrate (CSU) rompait le pacte le liant au parti chrétien démocrate, Strauss a refusé que le groupe parlementaire CSU participe à l'élection du président de l'opposition au parlement. La rupture du pacte, peut causer des difficultés à la CDU : les neuf États du Nord, dominés par la CDU pourraient fournir une partie importante des effectifs d'une organisation nationale dirigée par Strauss. La CDU perdrait ainsi sa base traditionnelle la plus solide, mais aussi la plus ouvertement réactionnaire.

**ANGLETERRE :
LES PRESSIONS
DU FONDS
MONÉTAIRE
INTERNATIONAL**

Le gouvernement britannique s'est réuni une première fois pour discuter des mesures à prendre pour obtenir un prêt de 3,9 milliards de dollars de la part du Fonds Monétaire International (FMI). Une mission de cette institution se trouve à Londres ; elle est restée plus longtemps que prévu à la suite de la résistance opposée à ses exigences par le gouvernement. En effet le FMI exige que le plan d'austérité soit aggravé notamment par l'augmentation des impôts, comme condition préalable au prêt.

L'ÉDUCATION SANITAIRE
EST LA BASE DE TOUT

- Au lieu de prescrire des

DANS NOTRE COURRIER

ST DENIS : RÉUNION DES LECTEURS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Samedi 4 décembre
Rendez-vous à 14 h 30. Sortie du M° Basilique
Autour des articles traitant de l'évolution de la situation politique, de la construction du Front de Lutte contre la crise, de la lutte actuelle en Chine, apportez votre contribution et vos critiques.
Faisons du Quotidien du Peuple un instrument qui soit de jour en jour plus efficace pour construire l'offensive ouvrière et édifier le Parti de type nouveau.

Le Quotidien fera paraître prochainement une enquête sur la télévision

- Pourquoi l'éclatement de l'ancien ORTF. Un an après, comment fonctionne la télé giscardienne ?
- Comment les révisionnistes et les partis de gauche envisagent-ils le problème après 78 ? Quelle est leur pratique à l'intérieur de la télévision et dans les luttes qui se mènent même en son sein ?
- Les travailleurs et la télévision. Comment leurs luttes sont-elles rendues par les journaux télévisés ? Quelles émissions regardent-ils ?

Dans cette optique, nous invitons les lecteurs (travailleurs de la télé, ayant travaillé, ou simples téléspectateurs) à nous envoyer, au plus vite, leur contribution, témoignages, documents sur ce sujet.

EXPULSIONS A LA ROCHELLE

47 PRÉVUES DONT 26 DANS L'IMMÉDIAT

Jeudi 25 novembre, un huissier accompagné des forces de police a tenté d'expulser une famille dans un immeuble HLM de Mireuil, quartier populaire de La Rochelle. Rapidement, un groupe important de locataires, voisins se réunissaient à l'entrée du bloc empêchant de la sorte toute intervention de la police et de l'huissier. Cet événement a été le départ d'une grande mobilisation de la population dans divers quartiers rochelais (Port neuf, Mireuil, Villeneuve).

Sachant que les expulsions ne pouvaient plus se faire à partir du 1^{er} décembre, la volonté de la population d'agir vite a été renforcée :

- réunions d'information quotidiennes
- manifestation dans les rues de la ville

- permanence 24 h sur 24 à la maison de quartier de Mireuil.

Signalons aussi l'embarras du maire de la Rochelle Crépeux, radical de gauche, interviewé par une équipe de la maison de quartier de Mireuil (« Dans une société normale, la loi doit être appliquée »).

Jusqu'à aujourd'hui l'intense mobilisation a fait reculer le pouvoir, mais n'oublions pas qu'il s'agit d'une victoire momentanée, car au printemps le problème se posera à nouveau de manière plus aiguë encore pour les locataires.

Signalons d'autre part, que les ouvriers métallurgistes de plusieurs entreprises rochelaises ont apporté leur soutien à la lutte.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

METZ

Comment Yukong déplaça les montagnes

Les films « Comment Yukong déplaça les montagnes » passeront à Metz les vendredi 3, samedi 4 et dimanche 5 au cinéma Pax, 31 rue de Verdun à Metz :

Les douze films sont répartis en cinq séances :

- Samedi 4 - 14 h 30 :
 - Le village de pêcheurs
 - Une histoire de ballons
 - Entraînement au cirque de Pékin
 2^e partie
- Samedi 4 : 17 h 30
 - La pharmacie
 - Les artisans
 - Une caserne
 3^e partie
- Dimanche 5 - 14 h 30 :
 - L'usine des générateurs
 - Le professeur Tsien
 4^e partie
- Dimanche 5 - 17 h 30 :
 - Autour du pétrole
 - Impression d'une ville - Shanghai
 5^e partie

La cellule de Thionville du PCRml tiendra une table de presse au cinéma le dimanche pour le film « L'usine de générateurs » et appellera ensuite à une réunion publique à propos de cette série de films sur la Chine à 17 h 30 à la Maison Rouge, rue du Coëtlosquet à Metz, le 5 décembre.

le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du « Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme », ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- « Révolution et contre révolution en Argentine » de Gèze et Labrousse
- « La Chine de Mao » par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Giles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon

« Les Temps Modernes » (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans

La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille

« Mimésis » (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux

« Librairie 71 », 24 rue J. Jaurès à Nantes.

« L'Armitière », 12 bis rue de l'École à Rouen.

Librairie « Tschenn », 84, bd du Montparnasse à Paris.

« Graffiti », 210, rue Jean Jaurès à Brest.

Librairie « Lire », 16, rue Sainte à Marseille.

« Jean Rome », 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand

Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie « Le grand jeu », 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

« La Clef », 21, rue de la clef, Paris 5^e
« Olympic », 10, rue Boyer
« Entrepot », 7, rue Pressensé
« Seine Cinéma », 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club « Printemps » à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain « le Quotidien du Peuple ».

Abonnement normal 300 F
Abonnement de soutien 500 F
Abonnement de soutien F

Mode de Versement :
En une fois
En trois fois

NOM (en capitales)
Prénom

Adresse

Ville

● Réception de la brochure « Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml »

feuilleton

325 000 FRANCS

de
Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

Ce 5 novembre, à midi, les ouvriers de Plastoform furent mis en congé pour quarante-huit heures, afin de permettre l'installation sur les presses d'un nouveau système de refroidissement.

Un composé chimique allait remplacer l'eau en circulation dans les parois de la matrice. Mais il fallait auparavant modifier les serpentins, pour que les acides ne mordent pas sur le métal. Le temps de refroidissement des objets moulés sera réduit des deux tiers.

Busard calcula aussitôt l'incidence du perfectionnement de la machine sur son propre travail.

Il ne disposera plus que de dix secondes au lieu de trente pour trancher la carotte, séparer les carrosses jumelés, les jeter dans la caisse. Le voyant rouge s'allumera dans le moment même qu'il aura achevé la triple opération. C'était la suppression du temps de repos.

Il fabriquera désormais un carrosse-corbillard toutes les vingt secondes, 3 par minute, 180 par heure, 2 160 par jour. Pendant les treize jours qu'il doit encore consacrer au service de la presse pour achever de gagner les 325 000 francs, il fabriquera 28 080 carrosses-corbillards au lieu de 14 040. Qu'est-ce que ça peut bien lui faire désormais?

Chaque ouvrier faisait les mêmes calculs. On discutait par petits groupes. Malgré l'avis de fermeture, on ne quitta pas les ateliers avant treize heures.

Pour faire échec au mécontentement la direction annonça simultanément une augmentation horaire de 10 francs.

Busard calcula qu'il gagnera 2 440 francs par jour au lieu de 2 040, ce qui devrait réduire d'un jour et 3 heures le temps qu'il lui reste à passer à l'usine. Mais les deux jours de congé forcé étant payés au tarif ordinaire, sans la majoration pour les heures de nuit, rien ne sera finalement changé pour lui. Ce sera, comme il avait été prévu, le dimanche 18 novembre à vingt heures, qu'il aura terminé son exploit, et le Bressan, le même jour à minuit.

Les deux garçons rentrèrent ensemble déjeuner chez les parents de Busard.

« Moi, dit le père de Busard, je me demande ce que les clients trouvent aux carrosses du père Morel pour en réclamer toujours davantage.

— Chamois, edelweiss ou carrosse, c'est aussi idiot, dit Busard.

— Je ne fabrique pas deux edelweiss qui soient identiques, protesta le père.

— Les clients d'aujourd'hui ne savent plus distinguer la qualité, fit remarquer la mère.

— Et je ne fabrique que quelques grosses d'edelweiss par an, continua le père.

— Tout de même, intervint Hélène Busard, je me demande pourquoi le père Morel s'entête à fabriquer des carrosses. La clientèle d'aujourd'hui préfère les autos.

— Je t'ai déjà expliqué, dit Busard, qu'il fabrique des carrosses parce que les Américains lui ont vendu au rabais un moule de corbillard.

— Tout de même, protesta Hélène... Moi, je tiens la comptabilité de notre affaire. Je connais les besoins de la clientèle. Je n'arriverais pas à vendre trois grosses de carrosses par an.

— Et des corbillards? demanda le Bressan. Hélène haussa les épaules.

(à suivre)

Les Dossiers de l'Ecran

"ELLE COURT, ELLE COURT LA BANLIEUE"

Fourcade déclarait, il y a peu, qu'il était nécessaire de « parler clairement de la situation des transports ». En serviteur fidèle, A 2 a appliqué la consigne, en faisant porter les « Dossiers de l'écran » de mardi sur ce thème.

Le film « Elle court, elle court la banlieue », chargé d'introduire le débat, raconte une histoire que de nombreux travailleurs (en particulier de la région parisienne) connaissent bien.

Deux jeunes mariés s'installent en grande banlieue à Aubergenville, pour pouvoir se loger correctement, et continuent à travailler à Paris, faute d'emploi sur place. Alors le cycle infernal commence : le bus, le train, le métro, pour elle, les embouteillages du tunnel de Saint-Cloud pour lui. La fatigue, la mauvaise humeur s'installent.

UNE CARICATURE À PEINE FORCÉE DE LA RÉALITÉ

Le film fourmille de notations justes, qui font sourire et touchent des points sensibles : les cloisons si minces que l'on connaît toute la vie privée des voisins, le CRS irascible,

voisin de palier des jeunes mariés, qui déteste les jeunes ; les rapports tendus entre les voyageurs des transports en commun ; le sadisme du chef de bureau qui oblige Marlène, l'héroïne du film, à faire des heures supplémentaires pour lui faire rater son train. Parfois l'auteur force le trait et l'on rit-jaune, car la caricature dépasse à peine la réalité : les deux époux qui se croisent dans le train du matin, elle rentrant du travail, lui y retournant ; Marlène qui s'endort dans son train et qui doit rentrer chez elle en auto-stop, non sans avoir payé une amende au chef de gare du terminus.

Le film se contente de ce constat, réalisé sur un ton bon enfant, et se garde bien de nous indiquer l'amarce d'une solution. Au contraire, les séquences qui nous montrent les habitants de la cité HLM réaliser une pétition sont volontairement traitées de manière grotesque et veulent nous prouver que tout cela ne sert à rien. Finalement, c'est la « débrouillardise individuelle » qui marche le mieux. Nos deux héros finissent par trouver, par miracle, un appartement à Paris. Manque de chance,

c'est à ce moment là que Marlène obtient sa mutation tant désirée, ... à Mantes.

FAIRE-VALOIR ET NOTABLES

Le débat fut un bon exemple de la manière dont la bourgeoisie peut s'y prendre pour faire passer son point de vue. Les questions posées à Guy Darbois, les sept usagers soigneusement triés sur le volet et présents sur le plateau de l'émission ont soulevé des problèmes intéressants : l'inadaptation des transports en commun, la dégradation de leur qualité, les difficultés de circulation et de stationnement... Une invitée pose même le problème de la responsabilité de ceux qui construisent les bureaux au centre de Paris et « les HLM en banlieue », et réclame que l'on fasse payer le transport aux patrons !

En fait, ces questions, ces témoignages, n'étaient là que pour faire-valoir la brochette de personnalités, invitées par A 2 : Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, Crépeau député-maire MRG de La Rochelle, Brigitte Gros, sénateur maire de Meulan. Pour ces derniers, il s'agissait d'utiliser ce pro-

blème pour se mettre en valeur : les municipales approchent ! Ils sont tombés d'accord pour dire que la « cause principale de la situation actuelle, c'était la politique d'aménagement du territoire de ces dernières années... »

Ce sont les gaullistes qui ont dû être contents de cette remarque !

Quant à Cavallé, il s'est contenté de présenter, de manière plus bonhomme, les positions de Fourcade. C'était d'abord un aveu d'impuissance « le problème est d'une telle ampleur, qu'il dépasse le gouvernement », et de faire appel à la solidarité de tous : « Il faut que tout le monde collabore ». Comment ? En laissant la voiture au garage (c'est la crise du pétrole), en allant habiter les villes nouvelles, et surtout en vous préparant à payer les augmentations des tarifs. Mais c'est à propos de la carte orange que M. Cavallé s'est surpassé. En effet pour lui, « La carte orange représente une semi-gratuité des transports en commun » puisqu'« une fois le prix de la carte amorti, les autres transports sont gratuits ». Il fallait y penser !

J.P. BOULOGNE

Programme télé

SAMEDI 4

TF 1

13 h 00 - JOURNAL
13 h 35 - Restez donc avec nous
18 h 05 - Trente millions d'amis. Magazine d'animaux
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Numéro un : Guy Bedos
21 h 30 - Mac Coy. Série américaine
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2

14 h 35 - Les jeux du stade
17 h 10 - C'est pour rire
18 h 00 - La course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - La caméra invisible
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Savez-vous planter des choux ? Comédie-farce de Marcel Achard
22 h 05 - Les gens heureux ont une histoire
22 h 45 - Show Marvin Gaye
23 h 25 - JOURNAL et fin

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Un homme, un événement
19 h 55 - Flash Journal
20 h 30 - L'envolée belle
21 h 55 - JOURNAL et fin

DIMANCHE 5

TF 1

15 h 35 - Direct à la une
17 h 30 - Vol A2 612 sans autorisation d'atterrir
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - JOURNAL
20 h 30 - Le tatoué. Film français de 1968
22 h 00 - Si près, si loin place de la Réunion. Émission sur la vie de la place de la Réunion dans le 20^e arrondissement
23 h 15 - JOURNAL et fin

A 2

14 h 55 - L'ami publi numéro un
16 h 15 - Des animaux et des hommes
17 h 10 - Résultats sportifs
17 h 15 - Chacun chez soi
18 h 05 - Super Jaimie
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Récital Michel Fugain
21 h 30 - Rush
22 h 30 - Chefs d'œuvre en per
22 h 50 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 00 - Hexagonal
19 h 55 - Spécial sports
20 h 05 - La flèche noire
20 h 30 - Laurel et Hardy
21 h 00 - L'homme en question. Aujourd'hui Marco Ferreri
22 h 00 - Le court métrage français. Aujourd'hui : « Une histoire d'eau » et « Quatra »
22 h 20 - JOURNAL
22 h 30 - L'âge d'or hollywoodien (1932-1945) « La fiancée de Frankenstein »

Les postiers

2 ans après 74, 2 mois après le 7 octobre, où en sommes-nous ?

Enquête de Julien LEBLOND

Déjà 2 ans... En novembre 74, pendant un mois, les postiers ont ébranlé, avec une mémorable vigueur, la politique de bas salaires et de démantèlement de l'Etat patron...

Le 7 octobre à Paris on a applaudi leurs puissants cortèges offensifs.

Que s'est-il passé pendant ces deux années ? Comment les travailleurs des PTT se préparent-ils à la lutte ?



PARIS BRUNE deux ans de luttes contre le démantèlement

«Le démantèlement de Brune ? C'est au trois-quart réalisé !» affirme un militant CGT. «Oui, c'est maintenant pratiquement réglé...» reprend comme en écho un de ses camarades. Que s'est-il donc passé au cours de ces deux années, si tant est qu'il est vrai que les postiers de Brune ont été, à échéances régulières, la cible privilégiée des attaques et des coups de boutoir de l'Administration ?

Pour les quelques cinq-cents agents qui travaillent dans le bâtiment moderne dont les neuf étages dominent le boulevard Brune à Paris, le bilan de deux années d'affrontement contre la politique de démantèlement de l'Etat-patron pourrait se résumer amèrement dans ces quelques chiffres : «Brune, avant 74, c'était 1 700 agents, aujourd'hui, nous ne

sommes plus que 500, l'effectif est tombé de moitié pour toutes les brigades, certaines brigades même, ont été supprimées.

«A l'époque, Brune triait du courrier de première catégorie, dans le cadre du J + 1, s'exclame un agent du tri CGT, l'usager qui postait sa lettre était assuré qu'elle arriverait le lendemain. Actuellement, continue-t-il, la première catégorie est bâclée. Dans l'incertitude, on fait de tout : des colis, des paquets, les CEDEX, les PNU, (les journaux rapides). Dans l'incertitude... Brune est-il condamné à disparaître ? «Non, je ne pense pas, précise-t-il, mais tout cela ce sont des projets qui sont dans les tiroirs d'un ministre ou d'un sous-directeur de cabinet.

ont dit que les «Yvelines» allaient partir, que c'est cette bagarre-là qu'il fallait mener en priorité. Et ils avaient raison là-dessus. On savait que le démantèlement avançait et l'élément décisif pour la mobilisation, c'est quand les syndicats ont dit qu'on pouvait y aller, qu'ils avaient pris la température dans tous les centres parisiens, qu'on pouvait partir immédiatement parce que les centres nous suivraient. Rien de tel ne s'est produit. Aujourd'hui encore, les accusations et les controverses avec certains responsables syndicaux sont à la mesure des rancœurs qu'a suscité l'échec de cette lutte.

de vue : «Ça se sent aux discussions qui se mènent de plus en plus par rapport à 78. Est-ce que la droite ou la gauche va arriver au pouvoir ? Si c'est la gauche, qu'est-ce qu'elle va faire ? Comment cela va-t-il se passer pour nous ? Ce sont des discussions qu'on entend fort fréquemment.

«Cela n'est pas vu avec espoir ou avec scepticisme mais comme quelque chose de nouveau qui peut avoir une incidence sur les luttes» reprend Joël citant le cas de camarades de travail dans sa brigade qui, tout en faisant grève le 19 novembre pour montrer le mécontentement, remarquaient que la journée était commandée par des motivations électorales, le jour où passait en discussion à l'Assemblée le budget des Postes.

Brune est un de ces centres de tri spécialisés où l'Administration a investi des milliards pour l'équiper d'un matériel moderne. Les salles de tri y sont spacieuses et modernes. Et il y a la «méca», comme disent les postiers de Brune : le transport des sacs a été mécanisé il y a plusieurs années déjà : «Tu accroches ton sac à l'indexation, tu appuies sur un bouton et le sac va là où tu veux...» Qu'aujourd'hui cet équipement moderne soit «sous-employé», il n'en fallait pas plus au PCF pour crier au «gaspillage», au «bradage du service public»...

au «demi-choix» : sanctions d'une extrême sévérité qui bloquent pour un long moment toute mutation et tout espoir de «monter d'indice»... «Tout cela est bien troublant, s'interroge un militant CFDT, qu'est-ce que peuvent penser les gars devant cette avalanche de mutations ? A tout prendre, plutôt que de continuer de se bagarrer contre le démantèlement, ils peuvent être tentés de céder à l'appât de la mutation...»

Alors, pendant que continue de manière moribonde, le tri du courrier des Hauts-de-Seine, régulièrement amputé, les agents sont déplacés au jour le jour, sans prévenir, aux quatre coins du centre, affectés pour un temps au tri des paquets... S'agit-il donc, comme le recommandent implicitement les responsables CGT, «d'attendre d'avoir connaissance du genre de trafic que Brune triera et s'il sera capable de le trier ?» Ce n'est pas le choix que font les employés du transbordement, de la passerelle ou de l'indexation pour qui le van-tion, et ces changements de nature du trafic se traduisent par un alourdissement de la charge de travail et les amènent à des luttes ponctuelles nombreuses, à des arrêts de travail localisés, des pétitions, et des délégations contre des chefs.

Car, en même temps que s'assombrit à nouveau l'avenir du centre de tri de Brune, que planent de nouvelles menaces, c'est aussi le bilan des luttes menées pendant deux ans, qui commence d'être tiré et qui anime les conversations

devant le casier ou à la cantine à l'heure de la pause...

Plutôt démanteler le centre en douceur

«En plus, explique Joël, militant CGT, au cours de la grève de 74, l'Administration a été ébranlée par l'intensité de la lutte des postiers. Brune, dans ce cadre là, a un passe de luttes acharnées. Elle a introduit, comme elle le fait encore aujourd'hui, le démantèlement par petites touches successives, en faisant disparaître une petite partie du trafic mois après mois. Toute tentative un peu brutale de sa part s'est heurtée à un refus net des postiers. Là-dessus, on a obtenu des victoires : juste après la grève de 74, l'Administration a essayé de nous mettre les casiers «secondaires» au quatrième étage. Il n'a pas fallu plus d'une nuit de mobilisation active des gars pour faire partir les casiers.

Elle a mieux joué sans cesse en diminuant le trafic lentement. C'est une méthode sournoise de sa part : à mesure que le trafic diminuait, les temps de pause augmentaient, on arrivait à un climat où les gars, paradoxalement, en venaient à dire : «Oui, on est bien ici, on a trois heures de pause, etc...» On a pris petit à petit cette habitude pendant six bons mois et ça n'a pas fait d'orages immédiatement quand l'Administration a commencé à nous faire passer les sacs à la main. Ensuite, ils ont

«Hauts-de-Seine». «C'est ça, confirme Didier lui aussi, militant CGT, c'est un peu un état d'esprit de relâchement auquel on s'est peut être laissé prendre...»

Avril 76 : «c'est un sale coup, il y en a marre !»

C'est, en tous cas, en avril de cette année que le trafic des Yvelines a été envoyé à Trappes. «C'est un sale coup, il y en a marre...» ont dit les gars de la brigade D cette nuit-là décidant la grève à laquelle se rallièrent les autres brigades, bloquant les grilles, décrétant l'occupation. «Un sursaut de combativité...» dit Joël.

La grève a duré deux jours. Les questions que son échec a posées ne manquent pas de revenir en force dans chaque assemblée de brigade ou réunion syndicale d'adhérents. «L'ordre du jour rituel est vite bâclé et les mains se lèvent pour demander des explications encore aujourd'hui, explique Joël. C'est pour te dire que c'est resté en travers de la gorge des gars.

François, délégué CFDT au transbordement se rappelle : «On était en grève pour obtenir la ventilation des quais de déchargement à cause des gaz de camions. On avait fait le choix d'arrêter deux heures en fin de poste. C'était une grève localisée, les responsables syndicaux nous laissaient faire et à un moment nous

Certains militants CGT, pointant du doigt la direction de la fédération CGT des Bureaux-gare n'hésitent pas à parler de «torpillages», de «crapuleuse affaire», de «coup fourré». «Au fond, nous confiait un transbordeur CGT, j'ai l'impression que la fédération est d'accord avec le principe du démantèlement. Ils disent que l'automatisation, c'est pas si mal que ça, que les gars qui habitent en banlieue trouveront du boulot dans un centre proche de chez eux...» «C'est pas aussi net que cela, renchérit avec nuance un autre militant CGT, nos propres responsables ici à Brune se sont fait recevoir comme des malpropres à la fédération quand eux-mêmes ont demandé des explications et certains, CGT comme CFDT n'ont pas ménagé leurs efforts pour lier notre lutte en entraînant les autres centres.

«Si c'est la gauche en 78, qu'est-ce qu'elle va faire ?»

«Les gars, aujourd'hui, continuent de poser la question : pourquoi, les Bureaux-gare n'ont-ils pas suivi ? Et ils se disent de plus en plus que leur conception de la lutte qu'il faut mener contre le démantèlement et contre le plan Barre n'est pas tout-à-fait la même que celle des fédérations», explique Joël.

François appuie ce point

Le «groupe autonome ?» Les postiers y repensent...

«Mais, on se sent «brides», dans les réunions ou les assemblées de brigades, notait Joël, au mieux, quand tu fais remarquer ton désaccord avec le principe de la journée d'action, on enregistre mais ça ne sert pas à grand chose». Alors ressurgit l'idée du «groupe autonome de Brune» un regroupement de postiers syndiqués CGT, CFDT et non syndiqués dont nous ont parlé François et Joël qui y participaient : «C'est un regroupement qui s'était fait avant 74 avec des révolutionnaires mais aussi des inorganisés qui partageaient une idée révolutionnaire sur la lutte à mener. Tout cela était discuté à fond et dans la plus grande démocratie. Malgré le veto des directions syndicales, le groupe a permis de peser sur l'organisation de la lutte à Brune pendant la grève de 74 et en portant la discussion dans le cadre des réunions du syndicat à ce moment là, de mettre au point l'animateur de l'occupation du centre. Alors aujourd'hui quand il se pose de plus en plus la question de la lutte coordonnée contre le démantèlement et contre le plan Barre, les gars y repensent...»